

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 6 JANVIER 1978 - N° 598

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76. 1,70 F

LES ETATS-MAJORS DRESSENT LEURS PLANS POUR LES LÉGISLATIVES

LE FRONT ANTI-RPR OFFICIALIZÉ

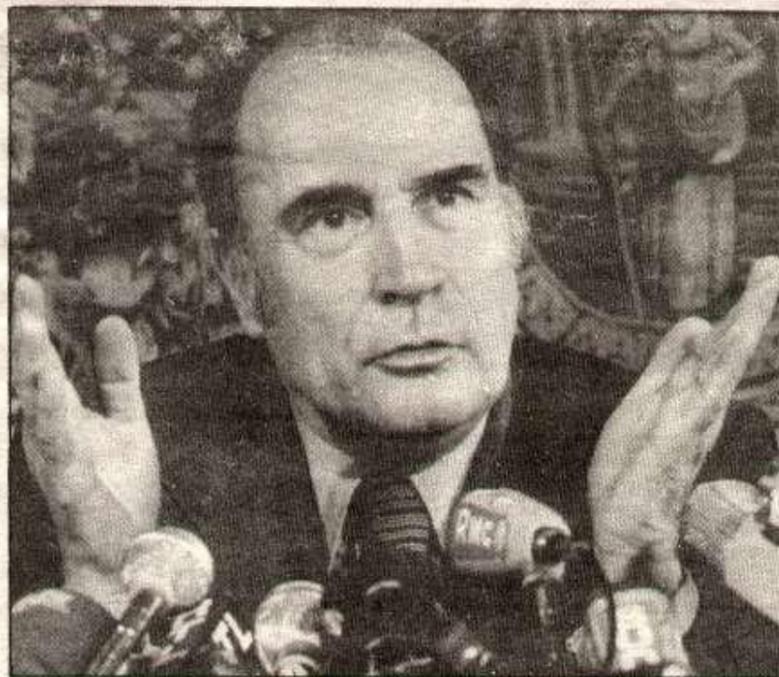
Les choses se sont brusquement accélérées au sein des partis de droite cette semaine. Le Front anti-RPR, celui dont parlait Servan Schreiber depuis plusieurs mois, s'est mis en place avec l'arbitrage du premier ministre. Le Parti Républicain de Soisson publie ce jeudi son « projet républicain », sinistre ramassis de propositions banales enrobées dans un lyrisme de kiosque de gare.

Barre s'adresse ce jeudi soir aux patrons, lors d'un forum de l'expansion. Traditionnellement, ce genre de discussions avec les

patrons est prétexte à des « confidences » politiques soigneusement calculées bien sûr.

Enfin, point d'orgue de cette semaine, Barre lancera officiellement la campagne électorale de la droite samedi après-midi à Blois. Il y annoncera les propositions de législature établies par le séminaire gouvernemental de Rambouillet. Armés de leur programme propre, de l'investiture présidentielle, du manifeste de la majorité, et d'un tas d'autres promesses démagogiques, les candidats de la droite vont partir en campagne.

LE PS PART SEUL EN CAMPAGNE



A PARIS DEPUIS MERCREDI

Carter cite Giscard, rencontre Mitterrand, ignore Chirac

Si l'on met de côté un exposé classique des nouvelles thèses américaines en matière de politique internationale, la visite de Carter à Paris amène à trois constatations : la première, c'est que peu de choses séparent le président américain de Giscard en ce qui concerne les grandes orientations politiques. La deuxième constatation, c'est que Carter rencontre vendredi matin Mitterrand, et dans un moment particulièrement

crucial de la politique intérieure française : celui du début de la campagne électorale. La troisième constatation, c'est un camouflet adressé à Chirac, qui ne verra pas Carter. Même si Chirac tente de tirer profit de « cet affront américain », le geste de Carter peut peser lourd à dix semaines des élections.

(Lire en page 4)

Si Barre présente son programme samedi, si le PCF attend, ne serait-ce que pour la forme, la fin de sa conférence nationale dimanche pour lancer sa campagne, Mitterrand, lui, est déjà parti. C'est mercredi qu'il a présenté à la presse le programme commun de gouvernement... qui n'est commun qu'au seul parti socialiste.

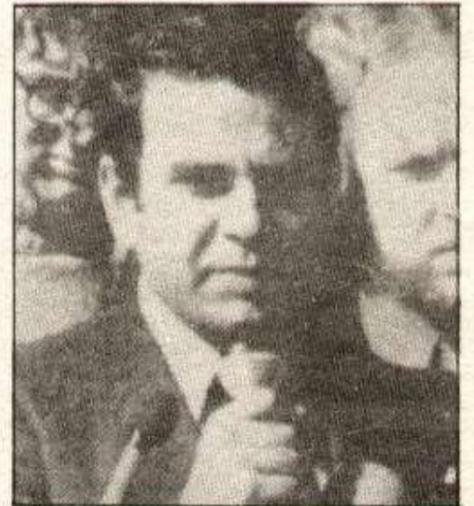
Il s'agit en effet d'une moulture entre le Programme commun version 72 et les propositions propres du PS formulées jusqu'à une toute récente période. Ce programme n'est pas chiffré — il le sera, affirme Mitterrand — et il ne contient aucune nouveauté, si ce n'est une vague promesse

de nationalisation de la sidérurgie « dans les 18 mois » et une proposition de SMIC à 2 400 F.

Ces « concessions » n'en sont pas, et le PCF l'a bien compris : *L'Humanité*, sous la plume de René Andrieu, tire à boulet rouge sur le programme commun socialiste. L'éditorialiste lui préfère le programme commun du PCF. La panoplie électorale des candidats socialistes s'est également enrichie hier des « comptes fantasmagoriques de MM. Giscard d'Estaing, Barre et Chirac ». A l'évidence, le PS entend faire une campagne polémique, pour éviter que l'on y regarde de trop près dans ses propres propositions.

(Lire en page 5)

LE REPRÉSENTANT DE L'OLP A LONDRES ASSASSINÉ



Le représentant de l'Organisation de Libération de la Palestine à Londres, Saïd Hammami, a été assassiné mercredi à Londres. Ce crime survient quatre jours après l'attentat contre l'ambassade de Syrie en Angleterre, qui a fait deux morts, et peu de temps après le voyage de Begin dans la capitale londonienne, où il s'était entretenu avec le premier ministre, Callaghan. Il est sans doute inutile de compter sur Scotland Yard pour faire diligence dans la recherche des assassins.

Rappelons que les tentatives de liquidation de la Révolution Palestinienne et de son organisation, l'OLP, au Proche-Orient, tentatives inscrites aujourd'hui dans les manœuvres diplomatiques de Carter, se sont toujours accompagnées d'attentats sionistes contre les porte-paroles de l'OLP à l'étranger et notamment en Europe. Ceci requiert toute notre vigilance contre les menaces qui continuent de peser sur les représentants palestiniens en France même.

EDF : la direction CGT contre la lutte

(Lire en page 3)

Qui a tué Mohammed Boubahya ?

Qui a tué Boubahya ouvrier algérien refusé par l'hôpital de Creil le 21 décembre ? L'hôpital de Creil qui l'a refusé, le commissariat où il a été enfermé, l'infirmerie de son entreprise qui l'a renvoyé travailler alors qu'il se sentait mal, tous ont contribué à sa mort, il avait 24 ans.

(Lire en page 6)

Michelin : la direction CGT opposée à une lutte véritable

Seuls 200 travailleurs sur 2 700 que comptent les usines Michelin de Clermont-Ferrand, ont suivi le débrayage de deux heures appelé mercredi par la direction du syndicat CGT. C'est un désaveu sans appel de la « tactique » de la direction de ce syndicat qui consiste à multiplier depuis une quinzaine en son nom propre des actions tous azimuts pour occuper le terrain, mais totalement inefficaces pour faire céder Michelin.

(Lire en page 3)

QUESTIONS SYNDICALES

Avant le 19^e Congrès Construction Bois CFDT

LA FÉDÉRATION FAIT LE POINT

● Dans le cadre de la préparation de son 19^e congrès qui se tiendra du 11 au 13 janvier, la Fédération Nationale CFDT des salariés de la Construction et du Bois organisait le 4 janvier une conférence de presse.

A l'ordre du jour, le blocage des salaires dans la branche, les mauvaises conditions de travail (il y a 4 morts par jour par accidents de travail pour le Bâtiment et les Travaux Publics), les mesures d'expulsion contre les travailleurs immigrés (ils représentent 40 % de la branche), les fermetures d'entreprises (300 000 emplois ont été supprimés en 3 ans), 2 300 000 travailleurs font

partie de cette activité économique : Bâtiment et Travaux publics, Bois et ameublement, Matériaux de construction, Céramique, Tuiles et Briques, Professions animatrices de la Construction.

Nous reprenons des extraits de la conférence de presse sur les différents points ci-dessous. Avec la CGT, la FNCFB-CFDT appelle à une quinzaine d'action, du 16 au 27 janvier : débrayages, élaboration de cahiers de revendications, délégations aux ANPE marqueront ces journées dont le point fort sera le 24, avec des délégations aux préfectures et aux chambres patronales.

QUELLES NATIONALISATIONS ?

La semaine prochaine, à partir du 11 janvier, se tiendra le 19^e congrès de la Fédération Construction Bois CFDT. Edmond Maire doit prendre la parole le 13 : discours attendu puisque ce sera le premier qu'il prononcera après toutes les réunions politiques de ce week-end. Congrès important aussi pour les positions prises par cette fédération, principalement sur la question des nationalisations.

Rappelons que la FNCFB n'a pas voté la plate-forme confédérale. Elle l'explique ainsi : « C'est essentiellement parce qu'elle ne partage pas la même orientation sur la conception de la période qui va s'ouvrir en 78 ». Le rapport : « 1978 : quelles nationalisations pour une perspective socialiste ? » poursuit : « Si nous considérons comme la Confédération, que les nationalisations sont un élément capital, nous ne voulons pas qu'elles deviennent des éléments de division de la classe ouvrière ou de démobilitation par une illusion de pouvoir qui serait donnée à une partie d'entre elle.

La réflexion sur les nationalisations ne peut être coupée en rondelles, elle forme un tout. Il ne peut donc y avoir des droits particuliers pour les uns et pas pour les autres.

Il nous faut donc envisager globalement une avancée importante du droit syndical pour tous.

Quant à l'ensemble des niveaux de décision, de-

puis la plus petite entreprise, la moyenne, la grosse jusqu'aux décisions globales prises au niveau du pays, il faut permettre et développer un véritable droit de contrôle pour tous les travailleurs.

Il faut s'attaquer directement à la conception bourgeoise qui consiste en

une division de ceux qui décident et ceux qui exécutent.

Le contrôle ne se décrète pas, il s'exerce. Il ne s'agit pas de créer tel ou tel Comité ou Conseil de contrôle à tel niveau, mais de permettre aux travailleurs à tous les niveaux d'exercer collectivement

un contrôle sur toutes les affaires du pays...

Extension des droits nouveaux des travailleurs des entreprises nationalisées à tous les travailleurs, refus de la co-gestion, exigence du contrôle des travailleurs partout, le débat risque d'être vif là-dessus. Nous y reviendrons.

4 morts par jour dans le B.T.P.

Le Bâtiment et les Travaux Publics restent encore aujourd'hui la profession la plus meurtrière : plus de 4 morts par jour.

En 1974 :
- 837 décès
- 41 413 mutilés
- 307 394 jours d'arrêt pour accidents de travail.

Alors que nos industries représentent 13,47 % des salariés inscrits au régime général de la Sécurité Sociale, le nombre des accidents de travail se décompose de la façon suivante :

39,53 % des accidents mortels
28,99 % des accidents graves
26,62 % des accidents avec arrêt
30,69 % des journées perdues (9 334 771 journées de travail).

Cette situation n'est pas inévitable, fatale. En fait, c'est la finalité de ce système, la course aux profits qui est la cause :

- des contraintes et de la charge de travail qu'impose la conception de l'organisation capitaliste du travail (parcellisation, déqualification, etc.).

- des bas salaires, des formes de rémunération qui poussent à des méthodes de travail au rendement, à la tâche, aux pièces, etc.

- du développement du travail temporaire (100 000 travailleurs temporaires recensés dans le BTP)

- de la durée et des cadences de travail, du travail posté continu ou semi-continu

- du non respect des règles d'hygiène et de sécurité.

Quels beaux métiers !

Le Comité Central de Coordination de l'Apprentissage du Bâtiment et des Travaux Publics vient d'éditer une brochure destinée à donner envie aux jeunes de travailler dans cette branche. Métiers de rêve, à les en croire. Voici quelques échantillons de cette propagande...

Le maçon

« Le maçon doit posséder certaines aptitudes : il lui faut une bonne constitution, une bonne robustesse et une bonne résistance à la fatigue, des mains fortes et souples (...). Il lui faut du calme, du sang-froid, le sens précis de l'horizontale, de la verticale et de la perpendiculaire, une intelligence pratique... »

Le métier est sain. La seule maladie professionnelle est l'eczéma du ciment (Les autres ne sont

pas reconnues !)

Les repas pris sur le lieu de travail ne sont pas compatibles avec un appareil digestif fragile et un diabète.

Les accidents du travail ne devraient pas se produire. Ceux qui ont lieu sont dus en général à l'oubli du danger ou à la négligence... (Il y a pourtant plus de 4 morts par jour !)

Le charpentier

(...) « Le montage des pièces sur le chantier exige les positions des plus diverses allant parfois jusqu'à l'équilibre... L'appareil digestif doit être en bon état car le charpentier prend souvent ses repas sur le chantier. »

Ce qu'il faut savoir en plus, c'est que ce comité est paritaire et que les représentants de la CGT ont approuvé cette brochure.



Salaires :
dans la céramique,
être OS 3
pour avoir le SMIC !

D'une manière générale dans toutes les industries, dans le privé ou le secteur nationalisé, les salaires ont été limités voire presque bloqués totalement.

Cependant, les travailleurs de la Construction et du Bois ont été particulièrement visés.

Pour cela, plusieurs facteurs ont joué :

1- Les patrons ont appliqué strictement les plans Barre en ayant plutôt tendance à rester en-dessous (voir texte de la lettre de la FNTP aux présidents patronaux).

De telle sorte que si on prend les augmentations des barèmes minima pour le BTP dans l'année 1977 nous arrivons à des augmentations de l'ordre de 7 % dans chaque région, alors que le coût de la vie se chiffre entre 11 et 12 %.

2- Alors qu'il y a quelques années encore, les salaires réels étaient bien au-dessus des minima, aujourd'hui nous assistons à un nivellement organisé par le patronat en mettant tout le monde aux minima.

3- Les patrons ne respectent plus du tout les accords qu'ils ont signés sur les classifications. Actuellement, il n'y a pas une seule région qui a une valeur de point permettant de respecter les échelons de ces classifications. Prenons par exemple les 2 cas extrêmes de la grille des salaires du BTP (France entière).

Région parisienne : valeur du point au 1^{er} juillet 1977 (applicable encore aujourd'hui) = 12,90. Il faut être au coefficient 140 pour être payé légèrement au-dessus du SMIC. C'est-à-dire que 3 catégories sont payées au même niveau.

Région Auvergne-Cantal

valeur du point au 1^{er} octobre 1977 = 10,76. Pour être payé au-dessus du SMIC, il faut dans ce département être au niveau presque le plus élevé des catégories d'ouvriers puisque l'ouvrier qualifié 2^eme échelon est payé 1.829,20 F pour 174 h. Dans ce cas, nous retrouvons 5 catégories payées au SMIC.

Il y a dans nos professions :

- déqualification des travailleurs,
- non-respect par le patronat d'une qualification minimum.

Dans la Céramique par exemple, il faut être OS 3 pour avoir l'équivalent du SMIC. Il faut savoir que, d'après les patrons eux-mêmes, 72 % des travailleurs de cette branche se situent dans ces catégories ; que la catégorie la « plus payée » n'arrive pas à 2 300 F ; que cette catégorie ne comprend que 4 % des travailleurs de la branche.

4- Enfin, l'importante réduction du temps de travail, en particulier dans le BTP. En 3 ans, la durée hebdomadaire déclarée est passée de 47 h 1/2 à moins de 43 heures.

Si ceci correspond à une revendication ancienne de la CFDT, le fait qu'elle se réalise partout sans compensation se traduit par une diminution très grande du pouvoir d'achat des travailleurs. C'est pourquoi, lors de notre 19^e congrès, nous demanderons à nos syndicats de se prononcer :

- pour un salaire minimum à 2 500 F pour 174 heures
- l'échelle mobile des salaires basée sur les indices syndicaux
- une augmentation de 300 F pour tous à titre de rattrapage du pouvoir d'achat.

Contre le racisme

La FNCFB-CFDT dénonce une nouvelle fois le racisme sous toutes ses formes et les conditions scandaleuses qui sont faites aux travailleurs immigrés. Elle exige :

- L'abrogation de toutes les circulaires gouvernementales : circulaires Fontanet-Marcelin, circulaires Stoléro-Giscard, restreignant les droits des travailleurs immigrés et de leurs familles.

- L'arrêt de toutes les expulsions, des contrôles policiers, emprisonnements arbitraires.

- L'égalité des droits sociaux et syndicaux entre travailleurs français et im-

migrés.

- Une carte unique de séjour et de travail d'une durée illimitée pour les travailleurs immigrés, valable pour toutes professions et régions.

- La suppression de tous les foyers-taudis ou parquages existants.

- Pour les travailleurs immigrés et leurs enfants, de pouvoir connaître la langue française et suivre une formation professionnelle, soit en français ou dans la langue de leur pays d'origine.

- Reconnaissance du droit d'expression et d'associations sous toutes leurs formes.

EDF : pour une ombre de négociation

LA FEDERATION CGT REFUSE TOUTE ACTION

●Après la réunion intersyndicale de mercredi entre les fédérations CGT et CFTD, c'est la déception. La fédération CGT a en effet refusé catégoriquement d'organiser de nouvelles actions, comme c'était pourtant envisagé depuis le 16 décembre.

Ce n'est pas tant sur une éventuelle absence de combativité parmi le personnel qu'elle s'est appuyée, que sur une pseudo ouverture de la part du gouvernement ! En effet, le matin même, les fédérations avaient reçu une lettre de la Direction Générale, envoyée par porteur spécial, et leur donnant rendez-vous pour le 5, sur les salaires. Il est aussi question d'éventuels contacts pour la deuxième semaine de janvier. Mais il est très clairement dit que toutes ces discussions auront lieu dans le cadre des conditions salariales actuelles. On peut donc s'attendre au mieux aux « augmentations » du type de celles signées par les syndicats jaunes comme FO, et qui entraînent une diminution de fait du pouvoir d'achat !

Et c'est pour cette ouverture là que la Fédération CGT met les luttes au rencart ! N'a-t-elle pas assez crié quand FO a signé ces accords ? Et elle parle aujourd'hui de « ne pas laisser passer l'occasion », de réaliser qu'il y a une « ouverture » ! De quoi s'agit-il ? Les électriciens se sont-ils battus pour discuter avec la direction, ou pour les 200 F pour tous ?

Déjà en décembre, la Fédération CGT avait annulé les mots d'ordre de grève prévus sur une semaine sur la simple ouverture de discussions dont le gouvernement avait dit à l'avance qu'elles ne donneraient rien au niveau des salaires. Aujourd'hui, elle reprend le même raisonnement, qui ne tient pas une seule seconde.

Toutes ces reculades, tous ces faux fuyants montrent à l'évidence qu'elle ne veut pas que la lutte reparte à l'EDF. En décembre, la colère était telle chez les électriciens, après les menaces contre



le droit de grève et toute la campagne orchestrée par le pouvoir et le patronat que la direction CGT avait dû se résoudre à maintenir la dernière journée de grève prévue, et à envisager de nouveau l'action après la « trêve des confiseurs ». Et aujourd'hui, elle saute sur la première occasion venue pour saboter un mouvement qui était prêt à repartir !

A la Fédération CFTD de l'EDF, on ne mâche pas ses mots contre cette attitude. Elle était venue avec des propositions d'action de deux fois deux heures pendant une semaine, après avoir consulté l'ensemble des secrétaires de syndicats. Pour elle, plusieurs facteurs expliquent le recul de la

Fédération CGT : la revendication de 200 F pour tous n'a jamais été vraiment acceptée, de même que les grèves par grandes régions à la place des grèves de 24 h traditionnelles, qui ne font pas peur au patronat : il a tout le temps de s'organiser, et d'arrêter ses entreprises à l'heure H. Cela, dans une période où les préoccupations de la direction CGT sont largement tournées vers les élections, et où il ne faut donc pas effrayer les électeurs potentiels de la gauche. Pour-

tant, on l'a bien vu lors de la grève précédente, ce ne sont pas les travailleurs qui se sont plaints de la grève.

Pour les travailleurs de l'EDF, c'est la déception aujourd'hui, car tout le

monde était persuadé que la lutte allait repartir. Les reculades de décembre avaient suscité déjà bien des remous à la base de la CGT, il est certain que cette fois, ces remous seront encore plus forts.

Foyer Sonacotra : conférence de presse du comité de coordination

4 TRAVAILLEURS EXPULSÉS NE SONT TOUJOURS PAS RENTRÉS

Le premier portait sur le rejet par la cour d'Appel de Paris de la plainte déposée il y a plusieurs mois, par le comité de coordination, contre la Sonacotra, pour pratique de prix illicites. Cette plainte constituant l'aspect juridique du mouvement, n'en est évidemment pas l'aspect principal. Un responsable du comité de coordination, rappelait d'ailleurs à ce propos : « Nous nous sommes vus en cassation, quelque soit par ailleurs la faiblesse des chances sur ce terrain là. Nous ne nous faisons pas d'illusions. Il est important de clarifier les choses à ce propos : certains disent « si la plainte n'aboutit pas, c'en est fini de la lutte des résidents ». En fait, elle n'est qu'un soutien juridique à nos revendications : nous refusons de payer un prix de loyer très fort qui est sans rapport avec les services rendus par la Sonacotra. La taxe d'animation par exemple qu'on nous fait payer est injustifiée. 45 % des tarifs qui nous sont imposés sont injustifiés. Que la plainte aboutisse ou pas, notre revendication demeure : baisse du loyer de 100 F ! »

Le comité de coordination devait aussi aborder la question des attentats et

● Le comité de coordination des foyers Sonacotra, organisait à Paris, mercredi, une conférence de presse au cours de laquelle trois points ont été abordés.

crimes racistes, nombreux ces derniers mois et frappant particulièrement des résidents des foyers Sonacotra en lutte, ainsi que la multiplication des contrôles et tracasseries policières, incendies de foyers comme celui de la rue Sedaine (3 morts, 60 blessés), les plastiquages (foyer Sonacotra Meinau à Strasbourg, foyer Sonacotra « La garde » dans le Var), alertes à la bombe dans de nombreux foyers, crimes racistes (contre le gardien de l'Amicale des algériens, contre Mustapha Touta à Bagnolet), agressions de travailleurs par des commandos fascistes à Argenteuil en octobre 77, etc. Le comité soulignait le nombre important d'attentats à la bombe ou même d'alertes utilisées comme moyen de pression contre les travailleurs immigrés des foyers en lutte, sur l'absence de protection dans les foyers.

4 TRAVAILLEURS EXPULSÉS HORS DE FRANCE

Le comité fit enfin le point sur le problème des

Michelin : 200 personnes au débrayage CGT

LE DESAVEU D'UNE TACTIQUE INEFFICACE

La CGT appelait seule mercredi matin, les travailleurs des usines Michelin de Clermont-Ferrand, à un débrayage de deux heures. Cette initiative unilatérale qui selon la direction du syndicat CGT devait constituer un « tremplin » pour la journée de grève de samedi 7 janvier, a été, comme c'était prévisible un échec puisque seuls quelques 200 travailleurs se sont rassemblés place des Carmes pour un meeting auquel participait un secrétaire national de la CGT.

Quoi d'étonnant ? En quoi ce débrayage prévu à l'avance est-il efficace contre Michelin ? Nombre de travailleurs avaient préféré à juste titre, comme ils le font depuis une quinzaine quotidiennement, organiser des débrayages et délégations spontanées auprès des chefs de services et de la direction, beaucoup plus efficaces, désorganisant la production.

On savait déjà que la direction du syndicat CGT était à l'initiative de la dernière journée d'action sur l'ensemble du trust Michelin : cette action, déjà n'avait pas été préparée sérieusement puisque décidée trois jours à l'avance et elle ne fut pas non plus un immense succès. On peut s'interroger sur cette tactique qui consiste à multiplier les initiatives tout azimut au nom du seul syndicat CGT sans préparation aucune, tactique dure en apparence mais qui fait la preuve de son inefficacité. La direction de la CGT entend-elle mener une véritable bataille contre le projet de Michelin ? Force est de constater qu'au meeting de mercredi matin, la seule perspective proposée par la CGT sera d'appeler au renforcement de ses rangs, la journée de samedi étant considérée comme une journée de grève comme les autres par le syndicat CGT.

retour, mais depuis juillet 77, le gouvernement tunisien l'empêchait de revenir en France. Des démarches vont être entreprises par le comité avec l'aide de différentes organisations comme la Ligue des droits de l'homme.

Il reste trois travailleurs expulsés dont le conseil d'Etat a refusé le retour. Pour l'un d'entre eux, l'affaire est passée au tribunal le 23 novembre, le jugement ne sera rendu que dans plusieurs semaines. Le cas du troisième n'a même pas été examiné par le conseil d'Etat, du fait que son dossier n'a pu être déposé dans les délais (non communication volontaire de certaines pièces !). Un recours auprès du ministère de l'Intérieur a été déposé.

Le comité de coordination et l'ensemble des résidents exigent le retour de tous, la régularisation des travailleurs de retour, ainsi que le paiement de préjudices.

« Lutte jusqu'à satisfaction totale des revendications », réaffirmait pour conclure un représentant du comité de coordination !

Richard FEUILLET

NANTES : LES CHAUSSURES DUBO LICENCIENT

Nouvelle demande de licenciement collectif chez Dubo à Nantes, à l'encontre des 137 salariés de l'entreprise, qui avait vu une première demande refusée par l'inspection du travail il y a un an. Dubo appartient au groupe Hutchinson, qui veut centraliser la production des chaussures.

Achetez le Quotidien chaque jour dans le même kiosque

Pour faire plaisir à l'armée

Dans l'optique d'une majorité de gauche à la prochaine assemblée, le PCF vient de déposer un projet de loi sur l'organisation de la défense nationale. Ce projet vient en droite ligne du fameux rapport Kanapa, présenté au CC du PCF en mai dernier. Baillet, Ballanger et Marrane ont profité de la conférence de presse de présentation pour critiquer violemment le texte qui sera soumis à la convention nationale du PS le week-end prochain, sur ces mêmes questions de défense. Il y a dans ce texte « beaucoup d'idées giscardiennes » et également « un certain degré d'abandon de la défense nationale et de son indépendance », ont précisé les membres du PCF. Quant à l'acception par le PS de la force nucléaire, son véritable but n'est, pour le PCF « que de faire plaisir à l'armée ».

De la côte d'Ivoire à la Saône et Loire

Giscard se rendra en Côte d'Ivoire la semaine prochaine, du 11 au 14 janvier, pour une visite officielle. Le conseil des ministres aura donc lieu mardi. D'autre part, on connaît maintenant le lieu et la date du discours où Giscard indiquera le « bon choix », c'est-à-dire le sien. Ce sera le 27 janvier, dans un petit village de Saône et Loire. Dès maintenant, les cars destinés à drainer les habitants de toute la région sont mobilisés.

Racket électoral

Le racket électoral organisé autour des Français à l'étranger continue à défrayer la chronique. De nouveaux éléments sont intervenus mercredi : d'une part, l'ancien maire PR de Montpellier, Delmas, a lui aussi porté plainte, mais contre Freche. Il lui reproche d'avoir suspendu les inscriptions sur les listes électorales. D'autre part, 456 inscriptions, en provenance du Gabon, sont parvenues à Toulouse, et dans la circonscription où on prévoit un duel serré entre le socialiste Savary et le ministre Cavallé.

L'agresseur de Marchais écroué

Régis Martineau, 25 ans, mécanicien a été écroué par M. Roussei, juge d'instruction à Sens et inculpé de violences avec arme. Régis Martineau avait été troubler le sommeil d'un petit propriétaire d'une résidence secondaire à Saint-Martin-sur-Oreuse (Yonne) avec clairon, pétards et quolibets et finalement coups de feu.

Le petit propriétaire outragé, un certain Georges Marchais travaillant place du colonel Fabien à Paris avait menacé les fêtards de son fusil de chasse et tiré un coup de semonce. Les versions divergent, chaque partie accusant l'autre d'avoir ouvert le feu la première. On n'a toutefois déploré qu'une seule victime, la porte de la maison de Marchais.

Il ne semble pas pour l'instant qu'il s'agisse d'un « attentat fasciste » comme l'affirme Marchais, aucun des agresseurs n'étant connu pour une quelconque activité politique, à moins de considérer les débordements coupables de certains jeunes à l'encontre des résidences secondaires comme une atteinte à l'union du peuple de France.

Strasbourg en tête de la délinquance ?

Selon Félix Lévy, président du tribunal de grande instance de la métropole alsacienne, Strasbourg arrive en tête pour le nombre des affaires pénales soumises au parquet (68 000 affaires pénales contre 62 000 en 76). Pour l'essentiel il s'agit de délits tels que coups, chèques sans provisions, accidents de la circulation ayant une certaine gravité. Selon la même source, on apprend que la délinquance juvénile a fait un bon inquiétant. En fait, il semble surtout que la police ayant été renforcée davantage de délinquants sont recensés.

Carter est à Paris

GISCARD ET MITTERRAND ÉCOUTENT LES LEÇONS

Ce petit jeu a commencé dès l'arrivée du président américain à Orly mercredi à 15 heures, avec les rituels souhaits de bienvenue et les remerciements. Giscard et Carter ont abondé dans le même sens, celui des « droits de l'homme et de la démocratie ». On a même entendu Carter — curieux langage dans la bouche du président de la superpuissance US — parler de « principes révolutionnaires des droits de l'homme ». Après avoir gagné les champs Élysées dans d'énormes voitures blindées, Giscard et Carter se sont permis quelques pas à pied, et même quelques serremments de mains. Cette « spontanéité » a dû faire rire les centaines de flics postés sur les toits des Champs Élysées, ou les dizaines de gardes du corps qui, comme ils en ont l'habitude, ont serré plusieurs fois la main des présidents. Pour continuer dans l'anecdote, Giscard et Carter se sont entretenus dans un salon de l'Élysée sous un tableau d'un peintre américain « que Giscard était allé prendre au Louvre pour égayer la rencontre », nous dit *Le Figaro*. Pendant ce temps, ces

dames visitaient Beau-bourg. La visite continue de la même manière jeudi, avec plus de solennité même puisque Carter se rend sur les plages du débarquement, à Omaha Beach.

Il n'y a pourtant pas que du folklore dans la visite de Carter en France. Pour trois raisons au moins. La première concerne bien sûr la teneur des entretiens avec Giscard, et le contenu du discours prononcé mercredi soir par le président des USA au Palais des Congrès. L'identité de vue entre Giscard et Carter semble totale, au moins lorsque les sujets restent à un niveau de généralités assez grand. Ainsi Carter a-t-il développé cinq points, qui apparaissent comme cinq leçons adressées aux pays du monde :

1) - La « démocratie » (au sens américain du terme...) est décisive. « Notre ordre démocratique se trouve désormais contesté. Dans le Tiers-Monde des voix s'élèvent pour demander que la liberté de la presse, les droits de l'individu, le suffrage universel, s'effacent devant les impératifs de la bataille contre la pauvreté... »

2) - L'avenir est aux

nations « qui auront surmonté le défi économique ».

3) - « Il faut assurer la sécurité mutuelle de l'Occident » (c'est-à-dire garder l'OTAN).

4) - Il faut soutenir l'unité européenne (tant qu'elle est sous domination américaine).

5) - Il faut continuer le dialogue Nord-Sud (pour faire pièce aux revendications des pays du Tiers-Monde). Carter a su habilement intégrer dans un discours qui lui est ultra classique des citations de « démocratie française », ce qui est avec Giscard, une flatterie sûre de réussir.

Le deuxième élément politique à retenir, c'est bien sûr le camouflet infligé à Chirac. Celui-ci ne pourra pas recevoir Carter à la mairie de Paris, et a donc décidé de boycotter l'ensemble des cérémonies. Le communiqué de la Mairie de Paris est d'une très grande sécheresse : « Aucun représentant de la Ville de Paris ne s'est rendu aux cérémonies où paraissait le président des États-Unis. Édouard Frédéric Dupont, adjoint au maire de Paris, a démissionné du groupe parlementaire France-États-Unis ».

A l'évidence, les Américains ont fait un choix quant à la politique française : il faut qu'elle soit gouvernée au centre, par un Giscard ou à la rigueur par un Mitterrand. Mais ni PCF, ni droite musclée. Chirac y trouvera une image plus accentuée de partisan de l'indépendance nationale, prêt à s'opposer aux grands, il y trouvera aussi un camouflet politique facheux à la veille des élections.

Ce camouflet, et c'est le troisième événement, sera épargné au premier secrétaire du PS : lui peut s'entretenir pendant une demi-heure avec Carter. Là encore la situation est à double tranchant : d'une part, Mitterrand se voit là conférer une stature internationale, mais d'autre part une telle rencontre ne peut qu'envenimer encore un peu plus les relations avec le PCF. L'intention est aussi due à cela. Carter montre ainsi de quelle manière il entend jouer sur la politique française. Il donne des leçons, Giscard et Mitterrand lui prêtent une oreille attentive.

Nicolas DUVALLOIS

Le « projet républicain » ou les « illuminations » de J.P. Soisson

Ca y est. Les Français sont enfin dotés des perspectives qu'ils attendaient. Il était temps, car les choses allaient en s'aggravant, et ce d'autant plus que les interrogations n'étaient pas nouvelles : elles datent de Baudelaire. Ces vastes perspectives qui vont enfin sortir le pays de la crise, qui vont tracer les sillons de l'avenir, c'est Soisson qui nous les donne. Il prend date pour l'Histoire... si l'on en croit du moins le « projet républicain » que Soisson présente à la presse jeudi, et qui est consigné dans un petit livre de 190 pages, pour 15 francs (contre 235 pages et toujours 15 francs pour le RPR). Lisons le préambule : « Baudelaire voulait inscrire dans la Constitution le « droit de s'en aller ». Rimbaud, lui, s'enfuit loin de Charleville, loin de Paris, jusqu'aux déserts brûlants du Harrar.

Aujourd'hui, sans rien demander à la Constitution, les jeunes Français s'en vont vers Katmandou. Les drogues. La pétarade des motos. La télévision. Les bagarres du samedi soir. L'alcool. L'agitation. De quelle oppression souffrent-ils, qu'ils dénoncent sans la reconnaître ? faut-il accuser, comme Baudelaire ou Rimbaud, la médi-

crité d'une vie bourgeoise ? Non, puisqu'en cent ans, les mœurs et les mentalités se sont métamorphosées. Tout a changé (...). Qui refuse de se boucher les oreilles et les yeux le sait bien : nous sommes comme des astronautes sur une nouvelle planète. Nous devons l'appréhender. Renoncer aux modèles du passé. Créer notre vérité pour demain. »

Un tel lyrisme ne peut que déboucher sur d'enthousiasmantes propositions ! Qu'on en juge : « Des vraies vacances pour tous les enfants, le téléphone gratuit pour les personnes âgées, un code de défense du consommateur, une aide à la création des entreprises, la participation des travailleurs à l'organisation de leurs ateliers, un statut pour les femmes de commerçants et d'artisans, une communauté de peuples libres, les mêmes droits pour les Français de l'étranger » etc.. En tout, 21 propositions, toutes du même acabit.

Les envolées littéraires de Soisson ne lui auront permis que de descendre bien bas dans ces propositions. Décidément, il y a du raté dans cet homme : des ambitions littéraires ratées, des ambitions poli-



tiques ratées, elles aussi. Le plus grave, c'est que Soisson n'a pas réalisé seul ce « projet républicain » et que très certainement les grandes lignes des objectifs de Barre seront du même type.

Pourtant, à défaut d'envergure, Soisson a des capacités manœuvrières. Lui et ce « turlupin » de Servan-Schreiber sont parvenus à leurs fins avec la bénédiction de l'Élysée :

réaliser pour partie l'unité des candidats de la droite non-chiracienne.

L'accord de mardi dernier n'a toujours pas été commenté par le RPR, la *Lettre de la Nation* du 4 janvier se bornant à dire : « On y verra plus clair dans trois jours, à l'issue du séminaire de Rambouillet ». Il faut du mérite pour y voir clair dans une telle mêlée...

Nicolas DUVALLOIS

LE PS PART EN CAMPAGNE

«NOUS SOMMES UN PARTI DE GOUVERNEMENT»

Mitterrand ouvrait officiellement la campagne électorale du PS mercredi après midi par une conférence de presse. Il ne fallait pas attendre beaucoup de nouveautés de cette conférence de presse, et effectivement il n'y en a pas eu, si ce n'est l'annonce par Mitterrand que le PS s'engageait à mettre le SMIC à 2 400 francs par mois.

Mitterrand a présenté à la presse «le programme commun de gouvernement de la gauche, propositions socialistes pour l'actualisation», qui reprend d'une part les réformes de structures que proposait le Programme commun en 72, et d'autre part les propositions sur lesquelles le PS affirme que le «groupe des 15 négociateurs du Programme commun» était parvenu à un accord. Le PS propose enfin, là où il n'y a pas eu accord, les positions propres du parti socialiste. «C'est l'ensemble de ces trois propositions que nous entendons soumettre à nos partenaires du Programme commun» a affirmé Mitterrand. Ce n'est que dans quelques jours que le PS publiera sa plate-forme électorale proprement dite.

La nouveauté réside bien sûr dans l'adoption des 2 400 F pour le SMIC. Ce revirement, ne résoud bien sûr en rien la situation dans la gauche : l'éclatement du 23 septembre n'était pas dû à une querelle sur le SMIC, mais bien à des divergences beaucoup plus fondamentales sur le type de société à mettre en place. La position nouvelle de Mit-



terrand répond avant tout à des considérations tactiques : demander le SMIC à 2 200 francs, alors que le partenaire réclame 2 400, n'est pas susceptible de faire obtenir la confiance des travailleurs. Cette question du SMIC était d'ailleurs un des éléments clés de la propagande du PCF pour dénoncer Mitterrand. Il est désormais caduque. Le deuxième élément tactique, lié au premier, est que Mitterrand espère ainsi, à la veille de la conférence nationale du PCF, semer le doute chez ceux des militants du PCF qui ne seraient pas totalement convaincus du fameux «vi-

rage à droite». Quoiqu'il en soit, le premier secrétaire du PS se garde bien de parler de revirement tactique : pour lui, ce sont ses «contacts avec les syndicats» qui ont fait évoluer les choses.

Avec les propositions du PS, Mitterrand a présenté à la presse «les comptes fantastiques de MM. Giscard d'Estaing, Barre et Chirac. Les promesses de la droite». Jeu facile qui consiste dans une brochure à recenser toutes les promesses faites depuis mai 1974 et à les chiffrer.

Conclusion logique de tout ce discours de lance-

ment de la campagne électorale : Mitterrand a répété à plusieurs reprises qu'il «était prêt à gouverner» que sont parti «était un parti de gouvernement», qu'il fallait «à tout prix appliquer la discipline républicaine d'union de la gauche» au second tour. Une ultime justification de la «volonté unitaire» du PS au moment où celui-ci s'engage seul dans la bataille électorale.

Le chiffrage du programme du PS sera lui communiqué d'ici peu. Mitterrand reste cependant très allusif, arguant des «conditions différentes de celles d'aujourd'hui».

L'Humanité s'offusque des propos de Mitterrand

La réponse du PCF à la conférence de presse de Mitterrand ne s'est pas fait attendre. L'Humanité du jeudi 5 janvier publie un éditorial de René Andrieu dont les premières lignes sont déjà lourdes de signification : «En publiant unilatéralement ce texte à la veille de notre conférence nationale, il (Mitterrand) semble avoir manifestement voulu nous mettre devant le fait accompli et montrer que le parti socialiste n'entendait pas reprendre avec nous la discussion sur le programme». Andrieu ne se félicite même pas des nouvelles propositions de SMIC à 2 400 francs, puisqu'il écrit «encore qu'on puisse se demander s'il s'agit d'une initiative «personnelle» du premier secrétaire — et donc sujette à variation — comme naguère pour la nationalisation de l'automobile puisque le document officiel publié hier n'en fait pas état».

Après avoir relevé d'autres omissions par rapport au programme de 1972, Andrieu remarque «que tout se passe comme si les dirigeants socialistes avaient hâtivement bricolé

le Programme commun tout en continuant, pour des raisons électorales, à se réclamer d'une fidélité absolue à son égard». On se rappelle que le PCF avait déjà accusé Mitterrand d'avoir rédigé ses ultimes propositions au soir de la rupture du 22 septembre «sur un bout de table». Andrieu discerne encore dans les propos de Mitterrand «un rêve de retour à l'OTAN ou à une armée européenne». Enfin il conclut : «Sous bénéfice d'inventaire, on y chercherait vainement la volonté de renouer sur des bases sérieuses les fils du dialogue qu'il a lui-même rompu».

Dans ses pages intérieures, l'Humanité revient à la charge. La conférence de presse et les propositions de Mitterrand ne sont évidemment pas de nature à changer les résultats, déjà décidés, de la conférence nationale du PCF. On constate toutefois que le ton de l'éditorialiste de l'Humanité a gardé la virulence qui était celle des lendemains de rupture. C'est plus qu'une question de style.

Pour la bataille politique de 78

ABONNEZ VOUS
AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

6 mois..... 180 F

Nom

Prénom

Adresse

Le PS demande le SMIC à 2 400 F

Et pourtant ils étaient contre...

Les commentaires des leaders du PS destinés à justifier la revendication du SMIC à 2 200 francs n'ont pas manqué. Ainsi, dans Le Matin du 18 octobre, Gilles Martinet écrivait, en parlant du SMIC à 2 400 francs comme le réclamait le PCF : «Le PS ne peut accepter les propositions démagogiques qui ruindraient les chances du futur gouvernement de la gauche en lui faisant perdre le contrôle du mouvement inflationniste et en le plaçant sous la dépendance de prêteurs étrangers (...) Sous le prétexte d'obtenir le SMIC à 2 400 francs, on risque de ne l'avoir qu'à 1 800 francs, c'est-à-dire au niveau que souhaite M. Barre. Les travailleurs s'en rendent très bien compte.»

Il est pourtant évident que les travailleurs préfèrent toujours le SMIC à 2 400 francs, et même à 2 500, c'est leur revendication, que les salaires de

misère d'aujourd'hui.

Attali, bien sûr, n'est pas en reste. Dans L'Unité n° 261 du 9 septembre 77, il écrit : «Ces mesures (le SMIC à 2 200, la retraite, etc.) ont été chiffrées. Dans l'état actuel de l'économie française, faire plus, c'est faire moins. Et le silence du PCF dans son chiffrage sur le problème de l'inflation est d'ailleurs éloquent».

Pourtant, Attali répète à loisir que «L'état de l'économie française ne s'est pas amélioré.»

L'explication du revirement du PS, il faut peut-être la chercher dans un article de Laurent Fabius, conseiller économique de Mitterrand, article paru dans Le Matin du 26 août 77 : «Toute position maximaliste dans ce domaine présente des avantages tactiques. C'est même probablement sa principale raison d'être. Une surenchère dans les chiffres

permet à qui la pratique d'espérer apparaître comme le meilleur défenseur des plus pauvres. Mais s'il fallait retenu ce terrain, qui est celui de l'économie nominale, les partenaires du Programme commun seraient tous dépassés et de loin, par l'extrême-gauche et ses slogans : le SMIC à 2 500, 2 600, voire 2 700 tout de suite. Les socialistes préfèrent la fidélité (...) A cet égard, il faut rappeler que plusieurs gouvernements de gauche ont échoué sur cette question : le calendrier de progression des salaires (...) Au bout du compte — et il est vite fait — le pouvoir d'achat des plus pauvres se dégrade par rapport à ce qu'il était au départ. Quelques temps encore et le terrain est prêt pour une dictature ou une trahison.»

On aimerait entendre des explications de Fabius, maintenant que le PS demande le SMIC à 2 400 F.

Un nouveau livre de J. Attali Un membre du PS représentatif

Un nouveau livre de Jacques Attali va paraître ces jours-ci : «La nouvelle économie française». L'économiste du parti socialiste bénéficie pour le lancement de son livre de toutes les facilités, puisqu'on a pu l'entendre aussi bien sur les chaînes de radio qu'à la télévision. La trame de la réflexion d'Attali est la suivante : la crise actuelle du capitalisme peut déboucher sur un nouvel élan de celui-ci, qui modifierait profondément les équilibres actuels : le centre en serait «les États unis et le Pacifique», tandis que la France retournerait au rang de nation sous-développée. Une seule solution pour éviter cette perspective : une politique de gauche. Et Attali de préconiser «un contrôle accru de la technologie», une «décentralisation» «qui n'est qu'un autre mot pour autogestion», et enfin «un

changement du modèle de développement pour redonner un sens à l'augmentation de la richesse réelle». Le tout ayant pour base immédiate l'austérité. Nous reviendrons bien sûr, sur ce livre.

Attali est l'homme en pointe du PS. Il est à n'en pas douter un des plus proches collaborateurs de Mitterrand, et la droite lui a même consacré une bande dessinée de propagande Le songe d'Atthalie. Qui est donc Jacques Attali, si représentatif et si imbriqué dans l'appareil du parti socialiste ?

Il n'a adhéré au PS qu'en 1973, même si auparavant il était déjà membre des commissions de travail. Il n'a donc rien à voir avec le programme «changer la vie», ou les propositions du PS en matière de Programme commun version 72.

Si son frère est conseiller référendaire à la cour des comptes, lui n'est pas en reste : il a fait Polytechnique, Sciences Po, l'école des Mines, l'ÉNA, et est maintenant chargé de cours à Polytechnique et à l'ÉNA. Il reste par ailleurs membre du Conseil d'État. A l'évidence, si Attali est membre du PS, ce n'est pas par conviction «socialiste». Il a failli ne pas être candidat aux prochaines législatives, d'abord parce qu'il lui répugnait de militer dans une section, et ensuite parce que les militants de la section du PS du 14^e arrondissement de Paris ne voulaient pas de lui... Ces relations avec la base du PS sont en effet très distantes. Voilà le portrait de celui qui, au-delà de ses livres, joue un rôle considérable dans la réflexion économique du PS, et peut-être demain dans celle de la bourgeoisie au pouvoir.

DELICATE OPERATION DE TRANS- VASEMENT DE PETROLE EN MER

Après la collision entre deux superpétroliers au large des côtes sud-africaines, 50 000 tonnes de pétrole se sont échappées d'un des deux navires, le Venoil et ont gravement pollué le littoral. Pour limiter l'ampleur de la catastrophe, une opération de transvasement est actuellement en cours. Un pétrolier britannique a commencé mercredi à pomper les 200 000 tonnes de pétrole restant dans les soutes du Venoil. Cette opération devait durer trente-six heures.

CATASTROPHE AERIENNE DE BOMBAY UN ATTENTAT !

Un message d'une organisation indienne d'extrême droite «Organisation révolutionnaire du peuple pour la vérité universelle» rattachée à la secte religieuse «Anan Marg» revendiquerait l'explosion en vol du boeing 747 d'Air India. Cette catastrophe toujours inexplicable avait fait 213 morts le 1^{er} janvier. Air India dément avoir reçu un message de ce type.

Projet de charte écologique du gouvernement

VITE, AVANT LES ÉLECTIONS...

● Michel d'Ornano présentait mercredi devant le conseil des Ministres le projet de Charte de la qualité de la vie destiné à relayer pour les 5 années à venir le «programme de défense de l'environnement» mis en place après les dernières présidentielles. Le nouveau programme «écologique» veut tenir compte de la montée des aspirations et prétend contribuer à réduire les «inégalités écologiques».

L'ensemble du projet, du moins à travers ce que l'on en sait à ce jour, semble consister en une réunion et un découpage de propositions qui sont loin d'être toutes nouvelles. La charte comprend trois séries de propositions :

o «Réduire les inégalités écologiques»

La charte parle d'améliorer les conditions de vie en milieu rural, en encourageant l'agriculture, l'artisanat et le tourisme, de favoriser l'étalement des vacances et donner à toutes les familles les possibilités d'acheter leur appartement.

o «Favoriser la participation» en renforçant la participation des associations à la vie publique et à la gestion des équipements.

o «Améliorer le cadre de vie» en prévoyant le doublement en 5 ans des

parcs et réserves naturelles. Un plan de lutte contre les nuisances est mis au point, en particulier contre le bruit. A Paris, les abattoirs de la Villette seraient transformés en parc d'agrément. Des crédits affectés aux rocades pénétrantes, etc., seront reversés en partie aux transports en commun et aux pistes cyclables.

L'ÉQUIVALENT DE 35 KILOMÈTRES D'AUTOROUTE...

La mise au point de la charte sur la qualité de la vie répond à plusieurs objectifs. En période électorale, elle doit contribuer à l'évidence à retenir le plus possible d'électeurs sensibles aux thèmes écologistes à droite. Face à la dégradation générale du cadre de vie et aux aspirations qui en sont issues, la nouvelle «charte verte» de Giscard veut tenir compte



La défense du cadre de vie selon Giscard.

de la montée du mécontentement. Enfin, en tendant la perche à certaines associations (le pouvoir se réservant le droit de les «trier»), il espère intégrer une partie de la contestation dans un cadre institutionnel.

Il reste surtout que le bilan du programme de défense de l'environnement est, malgré les fleurs que s'envoie Giscard, un large échec. Depuis l'élection de Giscard, la part de l'écologie a baissé de 40 % dans le budget de l'Etat, compte-tenu de l'inflation ! La part consacrée à l'environnement représente actuellement l'équivalent du prix de 35 kilomètres d'autoroute, ce qui est dérisoire.

Au total, la mise au point d'un programme d'action écologique quelque peu financé aura donc dû attendre 3 mois avant les élections, ce qui en dit long sur la profondeur de la conviction écologique de Giscard...

Creil, après la mort de l'ouvrier refusé par l'hôpital

LA BATAILLE POUR LA VÉRITÉ S'ENGAGE

● Comment est mort Mohamed Boubayya ? Autour de cette seule question une première bataille commence à prendre forme à Creil, grande agglomération ouvrière de l'Oise.

Rappelons les faits. M. Boubayya était ouvrier à l'usine Chausson Brissonneau de Creil. Il était âgé de 24 ans et habitait chez ses parents à Villiers Saint Paul (Oise). Il travaillait sur la chaîne de peinture mardi 20 décembre lorsqu'il fut pris d'un malaise et de vomissements. Dirigé sur l'infirmerie, il est renvoyé à sa chaîne. Une heure après il fait un second malaise. Il est alors transféré en ambulance sur l'hôpital de Creil vers 22 H 30 du soir. Examiné par deux internes qui le jugent «en état d'ivresse», il est renvoyé ; c'est-à-dire que l'hôpital prend «soin» de téléphoner au commissariat de Creil pour lui confier l'ouvrier muni d'un certificat de non-admission ! admission !

Mohamed Boubayya est jeté dans une cellule de sureté. Vers minuit le policier de garde constate que Mohamed Boubayya va vraiment très mal : de la bave apparaît au coin des lèvres, il est à moitié dans le coma, sa respiration devient saccadée. Ramené à l'hôpital, un deuxième interne juge son état «normal» et le laisse en salle d'urgences jusque vers deux heures quinze du matin. A ce moment là des signes de souffrance cérébrale apparaissent et l'hôpital appelle le SAMU

pour le transférer à l'hôpital parisien spécialisé qui était de garde : Lariboisière. Ce n'est que vers 4 h 30 du matin que l'ambulance arrivera (en raison du brouillard) explique la direction de l'hôpital de Creil.

Et ce n'est que vers 6 H du matin que Mohamed se trouvera hospitalisé dans les conditions nécessitées par son état.

«IL AVAIT UN COMPORTEMENT AGRESSIF»

Le malade subit alors

des examens poussés : artériographie cérébrale (qui vise à opacifier les vaisseaux cérébraux pour localiser l'hémorragie). Un examen au tomodynamomètre (scanner) est fait dans la matinée. D'après les résultats, il apparaît qu'il est trop tard pour sauver M. Boubayya. La famille est avisée de l'aggravation, le 24 décembre et Mohamed décède la veille de Noël.

La famille de Mohamed verse d'autres éléments au dossier et révèle que pendant deux jours elle a été dans l'ignorance la plus complète «Impossible de savoir où se trouvait Mohamed !». Elle s'interroge «Il portait des traces de coups notamment à la tête que nous ne nous expliquons pas. En outre entre le moment où il a été admis à Creil et celui où il est arrivé à Lariboisière il s'est écoulé près de huit heures. Tout cela ne nous semble pas très normal». La famille a donc décidé de porter plainte auprès du parquet de Senlis pour «coups ayant entraîné la mort et pour omission de

porter secours et soins à personnes en danger». La direction de l'hôpital a pour sa part déclaré à la presse : «M. Boubayya se trouvait dans un état normal, nous n'avons pas jugé utile de le garder. Il refusait de partir, avait un comportement agressif et refusait de coopérer.»

DES QUESTIONS TROUBLANTES

Le décès scandaleux du jeune Mohamed appelle plusieurs questions.

1—Pourquoi le jeune ouvrier a-t-il été amené à revenir à la chaîne en sortant de l'infirmerie, alors que les signes qu'il présentait pouvaient faire penser à des troubles plus graves ? Y est-il allé de son propre chef, ou s'est-il vu «conseiller» de reprendre le travail ?

2—Comment l'interne de garde a-t-il pu faire une aussi grossière erreur de diagnostic ? Et maintenir son assertion d'état d'ivresse malgré les déclarations probables de l'ouvrier ? Le fameux «refus de coopérer» dont parle l'hô-

pital n'était-il pas un refus d'avouer une consommation d'alcool qui n'avait pas eu lieu ?

3—Comment se fait-il que Boubayya ait dû attendre huit heures avant d'être effectivement pris en main ? Ne doit-on pas incriminer une erreur de diagnostic et une sous-estimation inadmissible de la gravité de son état ?

4—Enfin, comment expliquer les multiples hématomes que la famille a observés sur le corps de Mohamed ? Certains avancent les hypothèses accommodantes suivantes : le massage cardiaque, ou peut-être des chocs lors du transport du cadavre seraient responsables... Mais peut-on exclure l'autre hypothèse, compte-tenu du fait que Mohamed est Algérien, qu'il a été considéré comme un ivrogne et probablement comme un menteur : celle de coups portés contre le malade ?

UN SCANDALE INTOLÉRABLE

Les organisations syndicales, politiques et l'Ami-

cale des Algériens ont décidé d'engager la riposte à l'échelon local et envisagent de se constituer partie civile. Le dossier Boubayya vient même d'être transmis au siège d'Amnesty International à Londres.

Cette affaire illustre d'abord un scandale local, celui des urgences de cet hôpital qu'un témoignage de l'enquête QdP «La médecine à la chaîne» dénonçait déjà il y a deux ans («Urgences, ça peut attendre», mai 75). Un hôpital dont le rôle essentiel est de «gérer» le lot quotidien d'accidents du travail venus de Chausson, d'Usinor, de PUK...

Mais elle illustre surtout la situation générale des urgences en ce pays où, dès que le mépris des travailleurs, voire le racisme, s'ajoutent au manque de personnel et à la bureaucratie, la catastrophe peut arriver à tout instant ! De ce point de vue, la mort de Mohamed nous concerne tous car elle est à ajouter au bilan tragique des assassinats du capitalisme.

Pierre PUJOL

LES DIVERGENCES ETATS-UNIS ARABIE SAOUDITE ONT ÉTÉ CONFIRMÉES

Aucune déclaration commune, bien que les hauts fonctionnaires américains l'avaient d'abord évoquée comme probable, ni aucun communiqué final des deux parties, ne seront venus clôturer les conversations de Riyad entre le chef d'État américain et les dirigeants d'Arabie Saoudite. Seul un communiqué de Carter, rédigé à la hâte, a été publié : dans ce communiqué le président américain parle d'«un examen détaillé fait avec les dirigeants saoudiens de l'évolution diplomatique depuis la visite de Sadate à Jérusalem» et indique qu'il leur a «fait valoir les possibilités qui se présentent de poursuivre la marche vers un règlement d'ensemble».

Ces faits, aussi bien que les réunions écourtées, par exemple celle entre les ministres des Affaires étrangères des deux pays,

réduite à un quart d'heure, dans une visite qui était présentée comme l'une des principales étapes du voyage de Carter, sont venues confirmer les divergences entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite. Les dirigeants saoudiens, qui ont marqué leur désaccord avec l'initiative de Sadate, dès le début, ont rappelé à Carter, qu'il y avait selon eux deux préalables à tout règlement au Moyen Orient : «Le retrait israélien de tous les territoires arabes occupés en 67, dont Jérusalem, et le droit à la reconnaissance du droit à l'autodétermination pour le peuple palestinien ainsi que son droit au retour en Palestine». Ce rappel officialise l'échec au moins provisoire de la tentative américaine d'entraîner dans le sillage de Sadate, les pays arabes avec lesquels les États-Unis entretiennent d'importantes re-

lations, afin de leur imposer un compromis au profit de l'État sioniste.

Sans doute est-ce pour atténuer un peu la mauvaise impression laissée par le désaccord à Riyad, que Carter a cru devoir déclarer peu après avoir quitté la capitale saoudienne, «qu'Israël devait se retirer des territoires occupés en 67 et reconnaître les droits légitimes des Palestiniens». Cette déclaration de Carter, en étant toujours aussi muette sur la nature du «retrait» et des «droits», et la représentativité de l'OLP, n'est pas contradictoire avec le plan Bégin. Le plan, on le sait, préconise une «autonomie interne» en Cisjordanie avec le maintien de la soldatesque sioniste pour «protéger» cette autonomie, la modification de certaines formes dans l'administration de cette partie de la Palestine occupée. Bégin s'est d'ailleurs déclaré rassuré par les propos de Carter qui n'a pas parlé d'«autodétermination» des Palestiniens, ce qui, selon le premier ministre sioniste «serait un danger mortel pour Israël». «Je ne ressens pas la nécessité d'une souplesse accrue de mon côté», a ajouté tranquillement Bégin.

Tandis que la politique de colonisation sioniste s'intensifie, et qu'Israël

confirme son refus de libérer même la totalité du Sinaï, territoire égyptien, la répression quotidienne en Palestine occupée, contre les masses arabes, est soulignée par un communiqué publié à Damas du «Comité spécial sur le sort des détenus politiques palestiniens». Ce comité publie une liste de prisonniers politiques palestiniens morts sous la torture, ou bien de froid et de faim dans les prisons sionistes, notamment celle de Bersheva. Selon le Comité, 60 000 Palestiniens ont été arrêtés depuis 67, et 5 000 sont encore emprisonnés dans les geôles sionistes, privés de tous droits, exposés à l'arbitraire total des forces d'occupation. Ces forces ont également expulsé plus de 20 000 Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza vers les pays arabes voisins, leurs terres ayant été confisquées au profit des colons sionistes. Selon le Comité, ce sont aussi 19 000 maisons de Palestiniens qui ont été détruites par les forces d'occupation sionistes ; ainsi des villages tels Anwas, Beit Nuba, Beit Awar, ont été complètement rasés au Bulldozer.

À Naplouse, un groupe de notables vient d'adresser une requête exigeant du gouvernement militaire la libération de prisonniers palestiniens dont l'état de santé est grave.

La mauvaise santé de Brejnev... et du régime soviétique

Brejnev n'est pas réapparu depuis près d'un mois, dans des manifestations officielles, y compris celles qui ont marqué les fêtes de fin d'année. Le bruit court que le chef de l'État soviétique serait sous réanimation à l'hôpital du Kremlin. Kossiguine serait lui aussi atteint par la maladie. Confirmées ou non, les rumeurs sur l'état de santé des dirigeants soviétiques, et principalement du secrétaire du PCUS, suscitent de nombreuses questions sur une éventuelle succession, et la fragilité du système politique soviétique. Les facteurs d'instabilité sont grands en effet dans un système caractérisé aujourd'hui par une étroite imbrication de l'État et du parti révisionniste qui forment un énorme appareil de coercition contre les masses, tandis qu'au sein de cet appareil, Brejnev qui concentre tous les pouvoirs, n'est que le chef d'un clan qui l'a provisoirement emporté sur d'autres clans. Provisoirement, car les clans du révisionnisme soviétique, tous aussi soucieux les uns que les autres de tirer profit de l'exploitation et de l'oppression des travailleurs et des peuples soviétiques, peuvent se diviser face aux difficultés économiques et au développement de l'opposition contre la dictature social-fasciste qui règne à Moscou.

Contrat Moscou-Rabat

Un très important contrat soviéto-marocain doit être mis au point dans les prochains jours entre l'URSS et le Maroc, il concerne l'exploitation des gisements de phosphate de Meskala, dans la région de Marrakech. L'URSS, dont une délégation est attendue pour les études préalables du projet, qui portera sur une trentaine d'années. Les Soviétiques, en vertu de l'accord, recevraient dix millions de tonnes de phosphate par an, et fourniraient en échange, du pétrole, du bois et des produits chimiques.

Grèves en Tunisie

Les six mille ouvriers et employés affiliés à la centrale syndicale U.G.T.T. des services du ministère de l'agriculture de la région de Tunis, ont observé une grève de vingt quatre heures, le mercredi 4 janvier. Les travailleurs tunisiens qui accusent le ministre de l'agriculture, Hassen Bel Khodja, d'opposer une fin de non-recevoir à leurs revendications, exigent notamment la garantie d'emploi pour les ouvriers agricoles et la reconnaissance pour ceux-ci du droit à la retraite.

La tournée de Boumediène au Moyen-Orient

Le président algérien, Boumediène, a entrepris une tournée dans plusieurs capitales arabes, notamment Bagdad, Damas, Riyad, où il a entamé des entretiens avec les dirigeants. Ces conversations pourraient préparer un nouveau sommet arabe faisant suite à celui de Tripoli, contre l'initiative égyptienne.

À ce propos, le quotidien *El Moudjahid* écrit : «Les masses arabes tendent à un raffermissement de la solidarité et l'unité afin que toutes les potentialités du monde arabe — qui sont très grandes — puissent être efficacement utilisées contre le sionisme, pour la libération de la Palestine qui est un préalable essentiel à l'émancipation totale et au progrès pour nos peuples. La visite du président Boumediène au Machreck et les contacts qu'il aura, nombreux, en cette occasion avec les dirigeants des pays arabes ne manqueront pas de contribuer à atteindre cet objectif qui conditionne l'avenir même du monde arabe».

300 000 manifestants en Syrie

À Homs, dans le nord de la Syrie, trois cent mille personnes ont manifesté mardi aux cris de : «A bas le traître Sadate !», «Non à l'abandon !», «Sadate, jouet du complot israélo-américain !».

MENACES ÉTRANGÈRES CONTRE DJIBOUTI SELON HASSAN GOULED

Le président de la République de Djibouti, Hassan Gouled, a fait état dans son discours, le 31 décembre, de la «découverte d'un plan servant les intérêts étrangers et visant à couper le pays en deux, à ranimer la querelle tribale et à appeler au secours de chaque partie un protecteur étranger». Hassan Gouled évoque aussi «un complot ayant pour but d'armer une partie de la population et de l'inciter à se lever contre l'autre pour scinder le Sud du Nord, par la violence».

PRESSIONS IRANIENNES SUR LE DANEMARK

Le régime iranien a décidé de stopper ses importations en provenance du Danemark, en guise de mesure de rétorsion contre ce pays. En effet, le régime du shah estime trop clémentes les mesures prises au Danemark contre seize étudiants iraniens qui avaient occupé le 14 décembre dernier l'ambassade d'Iran à Copenhague, pour protester contre la répression fasciste en Iran. Les étudiants avaient été expulsés.

Érythrée

L'aéroport serait rendu inutilisable par les forces de libération



Les troupes du FPLE se sont emparées de blindés à Keren.

La bataille fait rage à Asmara, la capitale de l'Érythrée. Les combats qui se déroulent aux abords de la ville depuis plusieurs semaines, ont redoublé d'intensité au cours des dernières quarante-huit heures. Selon certaines informations, l'aéroport

aurait été rendu inutilisable par les forces du FLE (Front de libération de l'Érythrée) gênant ainsi considérablement les possibilités d'intervention de l'aviation éthiopienne qui a bombardé au napalm, dans les derniers jours de 77, les villages situés autour

d'Asmara, ainsi que la ville libérée de Keren. L'armée éthiopienne serait également en difficultés dans l'une des trois dernières zones qu'elle contrôle : Assab, à l'extrême Sud de l'Érythrée.

L'intensification des combats pour la prise de la

capitale pose avec acuité la question de l'unité des deux fronts. Si l'accord de Karthoum du 20 octobre ne se concrétisait pas, peserait alors la menace d'une guerre civile qui avait déjà éclaté au début des années 70, une menace dont ne manqueraient pas de tirer parti des puissances étrangères et des forces réactionnaires arabes qui cherchent à peser sur le cours de la lutte de libération et à limiter son caractère révolutionnaire.

Par ailleurs, une étape semble avoir été franchie dans le conflit Somalie-Éthiopie, avec l'intervention massive de l'aviation éthiopienne non plus seulement contre l'Ogaden mais, aussi contre le territoire de la République de Somalie, à l'intérieur de ses frontières actuelles. En effet, la ville somalienne de Togwajale, située à 90 kilomètres à l'Ouest de Hargeisa — ville somalienne elle-même victime, ces derniers mois, des bombardements éthiopiens — a subi les assauts de l'aviation éthiopienne qui ont fait treize morts et trente cinq blessés, au cours des derniers jours.

L'Europe dans la défense atlantique

LE CHAMP DE BATAILLE EUROPÉEN

LA FRANCE ET L'OTAN

PAR GRÉGOIRE CARRAT

La visite de Carter à Bruxelles est d'importance. Siège de la Communauté Economique Européenne, la capitale Belge est également le siège de l'Otan, pièce maîtresse du contrôle américain sur l'Europe. C'est parce que celle-ci n'a pu élaborer de politique propre de défense face à la montée de la pression du social impérialisme soviétique que les États-Unis ont pu rétablir indiscutablement leur tutelle sur l'unification de l'Europe. Pourtant la construction de l'Europe au sein des années 70 paraissait pouvoir se faire d'une manière relativement indépendante des États-Unis, du fait de la puissance économique européenne et de l'affaiblissement de l'impérialisme américain dans les dernières années de la guerre d'Indochine.

Cette possibilité s'évanouit en deux temps : en décembre 1973, la « déclaration d'identité européenne » fait explicitement de l'Otan le noyau de la défense européenne ; en juin 1974, la « déclaration d'Ottawa » sur les relations atlantiques réaffirme tous les points fondamentaux du

traité de l'Atlantique Nord, notamment le fait que la « défense commune est solidaire et indivisible » et le fait que la force nucléaire américaine et la présence des troupes américaines en Europe sont les éléments indispensables d'une défense de l'Europe. Chirac, comme tous les chefs de gouvernements des États membres, signera cette déclaration qui est l'un des fondements du « condominium » américano-soviétique sur l'Europe et de son partage en zones d'influence par les États européens (à l'exception de l'Albanie) entériné à Helsinki en août 1975.

« Nous continuerons à considérer l'Alliance Atlantique comme le cœur de notre politique étrangère » déclarait Carter au sommet de l'Otan en mai 1977, qui appelait à son renforcement autour d'un plan de dix ans. Dans le cadre de la « coopération » avec les pays occidentaux — un des axes de sa politique étrangère — Carter amplifiait le mouvement largement entamé du temps de Kissinger, à la fois en ce qui concerne

le contrôle de l'unification européenne, comme en ce qui concerne la confrontation avec l'URSS faisant plus ouvertement que jamais de l'Europe le principal « champ de bataille » de la guerre. Brezinski disait d'ailleurs récemment que d'après les calculs elle ne détruirait que 10% de l'humanité.

Mécontentement suscité par la manière dont les États-Unis envisageaient à sens unique les fournitures d'armements, réticences soulevées par l'équipement des forces de l'Otan en bombes à neutrons décidé par les USA, inquiétudes provoquées par les scénarios de guerre étudiés par le Pentagone : Carter 6 mois après sa profession de foi revient à Bruxelles pour obtenir de ses alliés un accord, que ni son chef d'état-major, ni son ministre de la défense n'ont pu obtenir jusqu'à présent. Cependant les contradictions qui s'expriment se situent dans un cadre où les États-Unis renforcent leur domination, et tout laisse penser qu'elles se résoudront dans le sens voulu par Carter.

L'échec de toute défense européenne indépendante est en partie la conséquence de l'échec de l'impérialisme français de se doter de moyens de défense propres, suffisants pour garantir son indépendance de mouvement. Cet échec est le reflet dans le domaine militaire de la faillite d'ensemble du projet gaulliste : il n'a pu aboutir ni sur le plan économique, ni sur le plan politique, à la mise sur pied d'un impérialisme français assez puissant pour constituer le pivot d'une Europe forte, capable de faire front aux deux principales puissances, les États-Unis et l'URSS.

Lorsque cette théorie est formulée, à partir de 1966, l'Europe apparaît assez ouverte. Mais dès 1968, avec l'agression de la Tchécoslovaquie, s'enclenche le processus qui conduira à Helsinki et à la situation que nous connaissons aujourd'hui : celle de la rivalité entre les deux superpuissances pour la domination de l'Europe. Avant de devoir se retirer en 1969, de Gaulle se cramponnera à la position qu'il a adoptée au lendemain de l'agression de la Tchécoslovaquie : accélérer la construction d'une puissance militai-

re suffisante pour garantir l'indépendance nationale. Mais la faillite du projet gaulliste est, dès ce moment, engagée.

Se sentant incapable de se mesurer à l'URSS, l'impérialisme français resserrera ses liens avec l'alliance atlantique. Lors de son voyage aux USA en 1971, Pompidou affirmera que les troupes US sont nécessaires à la défense européenne. Dans un ultime effort pour faire échapper la défense européenne au strict contrôle US, Jobert en 1973 proposa une coordination des politiques européennes au sein de l'UEO. Il devait essayer un double refus : anglais et allemand. Les Anglais répondaient que les propositions de Jobert devaient être prises en compte pour autant qu'elles ne fassent pas double emploi avec certaines instances de l'Otan. Quant aux Allemands, ils réaffirmaient : « Sans les États-Unis en tant que puissance nucléaire garante, il n'y a pas de sécurité pour l'Europe de l'Ouest ».

Impuissant à assurer seul sa défense, incapable de rassembler sur la base de son effort d'équipement les pays européens, il ne reste à

l'impérialisme français qu'à signer la déclaration d'identité européenne, et la nouvelle charte atlantique, et à ranimer ses liens avec l'Otan. La possession d'armes nucléaires stratégiques et tactiques lui confère cependant une plus ou moins grande latitude à l'égard de la politique américaine. De même, le refus de participer aux discussions sur le « désarmement » mis sur pied par les USA et l'URSS lui confère encore une certaine capacité d'initiative, à l'heure actuelle. C'est cette marge de manœuvre qui est appelée aujourd'hui indépendance.

Les conditions dans lesquelles les forces militaires françaises vont se combiner avec les forces de l'Otan et les propositions françaises de désarmement que Giscard doit présenter en mai prochain à l'ONU sont un des points essentiels des relations franco-américaines aujourd'hui ; les convergences existant sur ce point entre Giscard et Mitterrand donnent à Carter une garantie relativement importante quant à l'avenir des engagements pris par l'impérialisme français.

La puissance militaire US

LE POIDS AMÉRICAIN DANS L'OTAN

Plus de 300 000 hommes, une cinquantaine de bases dans les divers pays de l'Otan, en Espagne et en Autriche, une cinquantaine de navires en Méditerranée, des sous-marins, 7 000 ogives nucléaires (bombes, missiles et mines), l'armée américaine est la première d'Europe, tant par son nombre, sa diversité que par l'étendue de son champ d'action, des frontières de l'Allemagne, des rives de la Mer Noire jusqu'à l'Atlantique.

L'Angleterre est le seul pays européen avec la France, à disposer d'armes nucléaires. Mais leur mise en œuvre dépend des États-Unis et leur dispositif ne peut en aucune manière à lui seul constituer une force stratégique propre.

L'Allemagne, en tant que première armée conventionnelle d'Europe, a vu son rôle grandir, elle fait dépendre entièrement sa couverture stratégique des forces américaines. C'est dans ce cadre européen et sur la base d'une complémentarité avec l'Allemagne, que s'organise la nouvelle stratégie française.

Et ce cadre est celui qui assure la domination américaine : le commandant en chef de l'Otan est toujours américain, les États-Unis disposant seuls de l'essentiel du dispositif nucléaire ont le poids décisif dans la conduite de tout conflit, en même temps qu'ils sont pour l'essentiel les maîtres de toute stratégie européenne.

UNE ORIENTATION NOUVELLE : LE TIERS MONDE

Haig, le chef d'état-

major de l'Otan, vient de formuler une proposition nouvelle : celle de faire une force d'intervention dans le Tiers Monde. Voici son raisonnement : « La concentration à courte vue sur l'Europe centrale aux dépens d'un souci égal de ce qui se passe sur nos flancs serait une tromperie. Aussi longtemps que nous maintenons une dissuasion crédible, l'éventualité d'un conflit à court terme serait le prolongement de situations sur nos flancs et à la périphérie où l'URSS exploite toutes les occasions (...) Je crois que nous devons nous doter d'une force militaire régionale qui pourrait être employée comme force de dissuasion pour que les querelles du Tiers Monde ne dégénèrent pas en conflit majeur ».

Cette proposition est nouvelle, car jamais les missions de l'Otan n'ont été explicitement envisagées hors d'Europe. Qu'elle soit faite à l'occasion du voyage de Carter attire l'attention, ce sera une des questions qu'il abordera. L'Otan, dans ce cadre, deviendrait aussi bien l'instrument des relations Nord-Sud que Carter veut impulser que l'instrument de l'extension de la rivalité USA-URSS qui a marqué le début de son mandat.

La seconde remarque est que cette démarche est proche de celle que Giscard a faite pour son propre compte. Malgré les désaccords manifestes dans la politique africaine, jusqu'à quel point y aura-t-il articulation des deux politiques ?

« Nous sommes d'accord qu'il existe un passé entre notre stratégie et nos possibilités réelles. Nous ne pouvons, pour des raisons politiques, rendre publique notre stratégie », déclarait Brzezinski.

En fait, cette stratégie prévoit l'éventualité d'un conflit avec l'URSS en Europe, qui conduirait à un repli des forces américaines sur une ligne de défense formée par les rivières de la Lech et de la Weser, parce que les forces américaines sont estimées insuffisantes pour faire face sur toute l'étendue du territoire, selon un document présidentiel rendu public par le Washington Post.

L'éventuel abandon du tiers du territoire allemand comprenant les villes de Hambourg et de Munich, a été nié avec force par les officiels américains. Carter a réaffirmé qu'il restait fidèle à la doctrine de la « défense avancée » sur les frontières allemandes, qu'il utiliserait les armes nucléaires contre une attaque soviétique. En réalité, à l'issue des manœuvres de l'automne en RFA, de nombreux officiers allemands ont fait part de leur conviction que l'Otan prépare en réalité l'abandon du tiers de l'Allemagne. Des propos officiels ont d'ailleurs été rapportés dans la presse sans être démentis, malgré la tempête que cette question a soulevée au mois d'août aux USA : les USA envisageaient de contraindre Moscou à rendre le territoire ainsi donné, non pas par la bataille frontale, mais en attaquant les positions soviétiques hors d'Europe.

LE RENFORCEMENT DE L'OTAN

Ce débat a montré que sur le champ de bataille européen, les Européens (y compris les plus proches des choix américains) pèsent peu. Il a mis en lumière également que les États-Unis envisageaient de plus en plus concrètement une guerre en Europe et les moyens de rééquilibrer en leur faveur le rapport de forces : les Soviétiques en effet y ont l'avantage, grâce à leur supériorité en blindés ; d'autre part, les Américains veulent maintenir leur avantage nucléaire quand les Soviétiques déploient en nombre croissant des missiles à moyenne portée dirigés contre l'Europe.

Dans ce cadre, les États-Unis ont augmenté de 3 % leurs dépenses pour l'Otan. Au cours de l'année 77, les stocks d'armes antichars se sont accrues de 35 %. L'Otan est intervenue pour obliger les Britanniques à augmenter leurs propres dépenses militaires. Cet effort d'armement s'est accompagné d'une mutation qualitative des armes que les États-Unis veulent déployer sur le terrain européen.

LE DÉPLOIEMENT DES MISSILES CRUISE

Lors de la dernière réunion des ministres de la Défense de l'Otan, Brown, le ministre US, a affirmé que dans tous les cas les accords sur les armements stratégiques SALT II qui seront signés avec l'URSS n'entraîneront pas le déploiement des missiles Cruise en Europe. L'initiative de Carter de déployer le missile Cruise constitue une accélération



de la course aux armements et, en même temps, fait dépendre plus étroitement que jamais la défense de l'Europe de l'issue des rapports américano-soviétiques, puisque les missiles Cruise sont nécessairement englobés dans toutes les discussions stratégiques américano-soviétiques à venir. Or auparavant, les armes déployées en Europe ne faisaient pas partie de ces discussions, mais de négociations de Vienne auxquelles participent tous les pays de l'Otan (à l'exception de la France).

LA BOMBE À NEUTRONS POUR L'EUROPE

L'aiguinement de la rivalité soviéto-américaine en Europe laisse un champ de plus en plus restreint à l'initiative européenne. Il en va de même pour le développement de la bombe à neutrons que les États-Unis veulent installer en Europe dans le but de

neutraliser les forces blindées soviétiques. Cette décision américaine soulève de nombreuses réticences et n'a été entérinée pour l'instant ni par le groupe de planification nucléaire de l'Otan ni par la réunion des ministres de l'Otan. Les réticences sont de deux ordres. D'une part, la crainte de l'escalade qu'une telle décision pourrait entraîner. D'autre part, la réticence à ce que les États-Unis imposent ainsi dans les faits une modification des principes stratégiques de l'Otan : en effaçant la distinction entre armes conventionnelles et armes nucléaires, ils remettraient ainsi en cause la riposte graduée. Dès le début d'un conflit, la bataille pourrait être nucléaire et donc l'initiative européenne nulle, et les décisions encore plus concentrées qu'aujourd'hui sur les mains de l'état-major US, disposant seul de la bombe à neutrons.

La stratégie giscardienne et l'OTAN

L'arrivée de Giscard au pouvoir a coïncidé avec le constat d'échec de l'unification politique européenne. Ainsi, Giscard d'Estaing sera amené à définir une révision de la stratégie de l'impérialisme français : d'une part, il formulera la théorie dite de « la bataille de l'avant », d'autre part, il engagera des choix importants dans le cadre de la loi de programmation militaire pour les années 1976-1982.

Au niveau théorique, Méry, chef d'état-major, précisait que « s'il n'est totalement exclu que nous nous engagions dès le temps de paix à occuper un « crâne » dans le cadre de la stratégie alliée de défense de l'avant... il n'est nullement exclu par contre que nous participions à la bataille de

l'avant. » Le glissement de la stratégie dite « nous azimuts » à « la bataille de l'avant » sur les frontières de l'Europe de l'Est cherchait à se justifier ainsi : en cas de conflit, il n'y aurait qu'un seul espace pour la bataille. En réalité, devant l'impossibilité de se hisser à un niveau crédible face aux superpuissances, il s'agit de se replier à l'abri de la puissance avec laquelle les liens politiques, économiques et militaires sont les plus développés, les USA.

Au niveau pratique, la loi de programmation militaire tire les conséquences de ces positions en prévoyant seulement un entretien de la force nucléaire, et surtout le renforcement de l'armée conventionnelle. Comme cela était déjà explicitement affirmé dans

La déclaration d'identité européenne

Copenhague, le 14 décembre 1973 (point 8)

« Les Neuf, dont le but essentiel est le maintien de la paix, n'y parviendront jamais en négligeant leur propre sécurité. Ceux qui sont membres de l'Alliance atlantique considèrent qu'il n'y a pas actuellement d'alternative à la sécurité qu'assurent les armes nucléaires des États-Unis et la présence des forces de l'Amérique du Nord en Europe ; et ils sont d'accord pour estimer qu'au regard de sa relative vulnérabilité militaire, l'Europe doit, si elle entend préserver son indépendance, tenir ses engagements et veiller, dans un constant effort, à disposer d'une défense adéquate. »

Déclaration sur les relations atlantiques

Ottawa, le 19 juin 1974 (point 5)

«... la contribution à la sécurité de l'Alliance toute entière, assurée par les forces nucléaires des États-Unis, basées tant aux États-Unis qu'en Europe, ainsi que par la présence des forces américaines en Europe, demeure indispensable. »



En 1975, les marines américains débarquaient pour la première fois pour s'entraîner à Canjuers.

l'exposé théorique de Méry, un effort particulier était porté sur les forces françaises d'intervention extérieures, instrument de la politique à l'égard du Tiers Monde, tandis que la réforme de l'armée de terre destinée à assurer un quadrillage plus complet du territoire renforce, sous couvert de défense du territoire sa capacité d'intervention dans une guerre civile. Choisisant de renforcer l'armée de guerre civile et de maintenir des moyens d'intervention contre le Tiers Monde, l'impérialisme français préfère s'en remettre fondamentalement à l'une des superpuissances pour sa défense face aux ambitions de l'autre.

Du même coup, il a fait la preuve de son incapacité à garantir l'indépendance du pays. Elle dépendra des choix stratégiques et tactiques de la superpuissance américaine, pour lesquels l'armée française tend à devenir une force de réserve. Cette dépendance ne saurait être totale. Barre et Giscard répètent à satiété qu'ils gardent seuls la possibilité de décider de l'utilisation du corps de bataille français. Certes, mais dans un cadre qu'ils n'ont pas décidé.

Avec cette « indépendance de décisions », l'impérialisme français peut seulement espérer peser sur les décisions atlantiques, pour autant que l'impérialisme américain ressent le besoin d'insérer les forces françaises dans son dispositif d'ensemble.

Cette non-intégration formelle dans le cadre de l'Otan faisait dire en 1975 à Schlesinger, alors secrétaire d'État à la Défense, que la situation satisfaisait entièrement les États-Unis et qu'il n'y avait pas lieu d'envisager une intégration plus complète de la France. Mais elle permet également aux Soviétiques — alléguant des liens tissés pendant la période gaulliste et des principes de la « défense tous azimuts » — de solliciter Giscard et exercer des pressions brutales à son égard, lui demandant des comptes sur la « bataille de l'avant », et d'essayer de l'entraîner à prendre part aux discussions sur le désarmement. A cet égard, le discours sur le désarmement qui doit être présenté, en mai prochain et auquel Giscard renvoie l'URSS ne peut guère être autre chose qu'une tentative de se soustraire à ces pressions.

Les forces militaires françaises

Les forces stratégiques française comptent 36 mirages 18 missiles et 4 sous-marins nucléaires. En face de cela le nombre de secteurs dont disposent les USA et l'URSS dépassent les 2.000 pour chacun d'entre eux. Leurs sous-marins nucléaires sont au nombre de 70 pour l'URSS, 61 pour les USA. De plus les deux superpuissances ont une avancée technologique à laquelle l'impérialisme français ne peut prétendre dans le domaine des têtes nucléaires multiples (MIRV) guidées jusque sur leur cible.

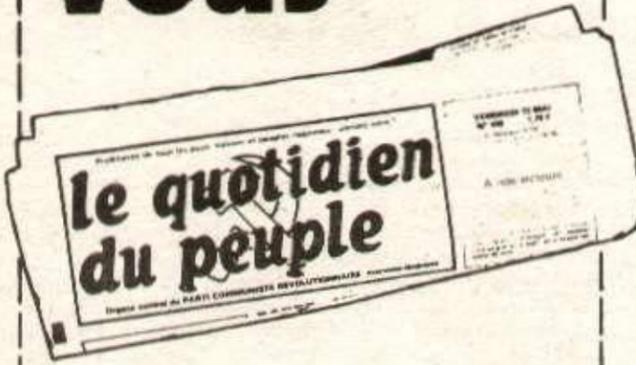
Du point de vue tactique, 30 Jaguars et 30 mirages, 40 lanceurs de pluton en 1980 et quelques dizaines d'avions Etendar sur les portes-avions Foch et Clémenceau, qui seront embarqués entre 1977 et 1980. Le nombre d'avions des USA et de l'URSS est de l'ordre de plusieurs centaines, le nombre d'ogives de plusieurs milliers.

Les engagements internationaux du PS

Si le PS n'a pas arrêté de position sur différentes questions de Défense nationale — elle ne serait d'ailleurs pas nécessairement celle qu'il appliquerait au pouvoir —, il a cependant pris des engagements internationaux extrêmement nets qui fixent les limites dans lesquelles le débat du week-end prochain à sa convention pourra se tenir. Présentant un rapport à l'UEO le 4 novembre dernier, le député PS Forni définissait ainsi la position du PS : « Il conçoit l'association de la force nucléaire nationale avec (la) solidarité (avec l'Europe occidentale, notamment la République Fédérale d'Allemagne) » et il rappelait les positions exprimées par Pontillon comme étant la position du PS : « Ce que dit Mitter-

rand, c'est ceci : meme disposant d'une force de frappe nationale, la France ne peut raisonner en-dehors de ses alliances. » Devant un aréopage de députés anglais, allemands, italiens et hollandais, dans une enceinte attentivement surveillée par Washington, une telle position, si elle n'entre pas dans le détail pratique — à propos duquel bien des nuances sont possibles — est fondamentalement proche des analyses giscardiennes qui ont conduit à la redéfinition de la stratégie française. Carter souhaitait sans doute approfondir, entre autres, avec Mitterrand, la portée de ces engagements internationaux pris par le PS dans la perspective d'une arrivée de ce parti au pouvoir.

abonnez-vous



LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

A un abonnement à

- Front Rouge, revue politique et théorique du PCRmi
- Pékin Information
- La Chine en Construction
- Reception du Manifeste pour le Socialisme

et à un livre ou un disque au choix

- Le tome V de Mao Tsé-Toung, dès sa parution en France

Ou parmi les livres :

- Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un militant communiste (Paul Lejeune)
- + La Commune en bandes dessinées
- Les dix jours qui ébranlèrent le monde (John Reed)
- Ma plume au service du prolétariat (Haoran)
- Les enfants de Xisha (Haoran)
- Danger ! Amiante (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu CFDT, CGT, FEN)
- La Commune de Paris (Liasagaray)
- La Chine à la mort de Mao (Alain Bouc)

Parmi les disques :

- Kan Bale lu poblek breizh, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons
- Viva le Vide, Carlos Andreou
- Terre de ma patrie, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd la troupe de Balaine
- Radio Renaissance, chants interprétés par le GAC
- Au choix, disques chiliens : Checco
- Chile Resistencia
- Neussac +
- La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants
- Ki Du (Gilles Servat)
- Ça branle dans le manche (François Tusques)
- Le pouvoir des mots (Gilles Servat)
- Dansons avec les travailleurs immigrés (François Tusques)

sur présentation de la carte abonné ami du Quotidien du Peuple

- réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes (liste sur demande)
- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRmi

NOM (en capitales)
Prénom
Adresse
Ville Date :

Abonnement normal 350 F
Abonnement de soutien 600 F
... F

Mode de versement : - en une fois - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Découpez suivant le pointillé et renvoyez au Quotidien du Peuple.

BP 225 75924 Paris Cédex 19.
Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F, et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte abonné-ami, qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

LES PLAINTES DE JACQUES MÉDECIN

Mercredi matin le tribunal correctionnel de Nice examinait plusieurs plaintes de Médecin, maire de Nice et secrétaire d'Etat au tourisme contre *Le canard enchaîné*, *Rouge* et *l'Humanité*. La première plainte concerne la publication d'une photo prise pendant les présidentielles de 1974, et sur laquelle on verrait le maire de Nice en compagnie d'Urbain Giaume, trafiquant de drogue notoire. Or, le personnage présenté par ces journaux comme

étant Urbain Giaume est en fait un poissonnier niçois. Une autre plainte de Médecin concerne *Le canard enchaîné* seul auquel est reproché d'avoir écrit qu'une société anglaise, le Star Holding afin d'obtenir un important marché immobilier aurait mis à la disposition de Médecin un avion de tourisme. Pour l'ensemble de ces affaires, Médecin réclame 4 milliards de dommages et intérêts.

La première affaire n'a

pas été examinée quant au fond, les avocats de la défense ont fait savoir la nullité de la procédure, Médecin ayant porté plainte en qualité de personne privée et non comme maire de Nice. Le tribunal se prononcera sur ce point le 25 janvier, et au cas où la nullité ne serait pas retenue, l'affaire serait jugée au fond le 15 mars, entre les deux tours des législatives. A cette occasion *Le canard enchaîné* compte démontrer l'existence de

bonnes relations entre le trafiquant d'héroïne Urbain Giaume et Médecin.

Quant à la seconde affaire, l'avocat du *Canard* a fait valoir que l'hebdomadaire avait repris une information publiée deux ans auparavant sans qu'elle ne suscite de démenti de la part de Médecin. La décision de tribunal sera rendue le 1^{er} février.

Manifestation à Naussac samedi prochain

La bataille de Naussac rentre dans une phase décisive. En effet c'est dans les mois à venir que tout peut se jouer, le préfet ayant pris les arrêtés de «cessibilités» qui rendent possible l'expropriation des 130 habitants du village et des villages voisins. Samedi prochain, Michel Herson, surnommé par les paysans «Monsieur Chloroforme» réunit les maires des communes concernées à la mairie de Langogne pour parler des «compensations» qui seront accordées en échange de la noyade de la seule vallée fertile de Lozère. Michel Herson est un haut fonctionnaire, membre des cabinets de Debré et à qui Poniatowski avait confié en octobre 76 le dossier Naussac.

Les organisations de défense ont décidé de riposter en organisant une manifestation samedi 7 janvier à 15 h 30 devant la mairie de Langogne «contre les arrêtés d'expropriation et les fausses compensations de Monsieur Chloroforme».

Prison ferme pour le meurtre d'un chien

La 23^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris, en audience de flagrant délit a condamné Robert Hauwel, quarante quatre ans à six mois de prison dont trois avec sursis. Il avait précipité son chien, un berger allemand de deux ans du septième étage d'un immeuble. Il a déclaré avoir agi sous l'emprise de la boisson, mais ses voisins ont déclaré qu'ils avaient déjà porté plainte contre lui pour mau-

vais traitements infligés à son chien.

Air France remplace ses Caravelle par des Bœing

En remplacement de ses Caravelle atteintes par la limite d'âge, Air France va louer des Bœing. Ce contrat de location doit en principe permettre à la compagnie française d'attendre la réalisation d'un moyen courrier européen. Ceux de *Concorde* n'avaient pas pensé à cela.

INTERNATIONAL

Déclarations cambodgiennes et vietnamiennes

Selon une dépêche de l'AFP, à Bangkok, la *Voix du Kampuchéa*, radio de Phnom-Penh, a diffusé mercredi 4 janvier, une lettre du prince Norodom Sihanouk adressée au premier ministre et secrétaire du parti communiste du Kampuchéa, Pol Pot. Selon l'AFP, il est dit notamment dans cette lettre : «Nous avons été impressionnés par le caractère patriotique du PCK, des habitants et des troupes révolutionnaires du Cambodge dans la défense héroïque de la souveraineté, de l'intégrité territoriale du pays et de sa dignité (...) Nous souhaitons une grande et définitive victoire sur les forces armées du Vietnam agresseur et sur tous les autres ennemis. Nous souhaitons que vous continuiez à conduire le peuple et la

nation cambodgienne vers une grande prospérité, la justice et l'indépendance».

Toujours selon les mêmes sources, le ministre de l'information cambodgien aurait publié un communiqué disant : «Le gouvernement vietnamien prétend proposer des pourparlers au Cambodge. Sur quoi veut-il que le Cambodge négocie ? Sur le retrait des forces d'agression vietnamiennes ? (...) Il existe une seule attitude possible face aux agresseurs : les exterminer pour que soit libéré le territoire du Cambodge».

De son côté, le premier ministre vietnamien, Pham Van Dong, a, dans une interview, donnée mercredi, déclaré : «Notre peuple et nos forces armées dans les régions frontalières ont

fait preuve de retenue, mais le Kampuchéa, prenant notre patience et notre retenue pour signes de faiblesse, a poussé de plus en plus ses actions. Face à cette grave situation, nos forces armées dans ces régions se sont vues dans l'obligation d'entreprendre des actions d'auto-défense avec la détermination de défendre la souveraineté et le territoire de notre pays, de protéger la vie et les biens ainsi que le travail pacifique de la population». Interrogé mardi sur Antenne 2, l'ambassadeur du Vietnam en France avait déclaré que son gouvernement était «étranger» au «projet de fédération indo-chinoise», et ajouté : «Nous ne considérons pas les Cambodgiens comme des ennemis».

SANTIAGO DU CHILI : DES BUREAUX DE VOTE SUR LE STADE SANGLANT

«Un général ne doit pas entreprendre une bataille s'il n'est pas sûr de la gagner», a déclaré Pinochet au sujet de son référendum pour lequel le vote était rendu obligatoire, en même temps que toute expression d'opposition au régime, interdite. Les résultats doivent être rendus publics jeudi. Pour le déroulement du scrutin, Pinochet avait fait installer par la gendarmerie et l'armée, des bureaux de vote sur la pelouse du Stade de Santiago, à l'endroit même où, au lendemain du putsch fasciste, furent parqués par ses soins, des milliers d'hommes et de femmes, conduits ensuite à la torture ou au poteau d'exécution.

Jeudi 5 janvier

TF 1

18 h 25 - Pour les jeunes
18 h 55 - Caméra au poing
19 h 10 - Une minute pour les femmes
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - La filière
21 h 30 - Forum de «l'Expansion». Raymond Barre
face aux chefs d'entreprise
22 h 40 - Allons au cinéma
23 h 10 - Journal et fin

A 2

18 h 40 - C'est la vie
18 h 55 - Des chiffres, des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Jeu
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Banlieue sud-est. Film TV
22 h 00 - Légendaires
22 h 30 - Journal et fin

FR 3

18 h 35 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - L'homme des hautes plaines.
22 h 15 - Journal
22 h 30 - Un évènement
22 h 50 - Fin

Vendredi 6 janvier

TF 1

18 h 25 - Pour les jeunes
18 h 55 - Caméra au poing
19 h 10 - Une minute pour les femmes
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Au théâtre ce soir : Nuit folle
22 h 20 - Bout portant : Carlos
23 h 20 - Journal et fin

A 2

18 h 40 - C'est la vie
18 h 55 - Des chiffres, des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - La qualité de l'avenir : Espèces en péril
21 h 30 - Les grands fleuves, reflets de l'histoire
22 h 25 - Journal
22 h 40 - Émission alsacienne
23 h 10 - Fin

FR 3

19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - La qualité de l'avenir
21 h 30 - Les guerriers du soleil
22 h 20 - Journal
22 h 35 - Émission alsacienne

DANGER ! AMIANTE

par le Collectif intersyndical sécurité
des universités Jussieu CFDT, CGT, FEN.
Éditions Maspéro.

● L'auteur de ce livre : un collectif d'employés, d'enseignants, d'étudiants du centre universitaire de Jussieu, à Paris, syndiqués CFDT, CGT, FEN, ou non syndiqués, qui se sont regroupés pour lutter contre le danger de cancer que représente l'utilisation massive de l'amiante dans leurs bâtiments.

L'histoire : la lutte menée pour « tenter de limiter la prolifération de l'amiante dans la vie quotidienne ». Et leurs rencontres avec tous ceux, ouvriers, écologistes, militants d'associations de consommateurs, qui sont partie prenante de cette lutte.

C'est par le récit de ces rencontres avec les ouvriers de Férodo, en Normandie et d'Amisol à Clermont-Ferrand, que s'ouvre ce livre. Ces ouvriers sont en effet en première ligne. Et c'est la réalité qu'ils vivent quotidiennement, avec leurs conditions de travail, leurs souffrances, leur lente agonie, que le Collectif a voulu confronter aux travaux scientifiques, en surmontant les difficultés de départ liées à leur ignorance de ces questions.

Et c'est un des premiers enseignements de ce livre : que les travailleurs peuvent s'approprier le savoir médical et technique, que le patronat et ses serviteurs voudraient conserver à leur usage exclusif.

Et l'on voit les conditions de travail scandaleuses, les ouvriers travaillant dans des nuages de poussières d'amiante ; les tolérances coupables des services administratifs chargés de la prévention (préfecture, sécurité sociale) ; la complicité des médecins ; le parcours d'obstacles que doit franchir l'ouvrier pour obtenir la reconnaissance de sa maladie professionnelle. Face à cela, une exigence s'impose : « A l'hypocrisie de la situation française où la prétendue neutralité des mandarins médicaux et universitaires ne sert qu'à dissimuler leur soumission aux classes dirigeantes, nous

préférons que chacun choisisse son camp et que la classe ouvrière puisse faire appel à des hommes en qui elle a confiance. »

NI CHÔMAGE
NI POLLUTION

Précisément parce qu'il met au premier plan la lutte des ouvriers, le collectif refuse le chantage patronal : chômage ou pollution. Pour lui, dans l'immédiat, il faut prendre le maximum de précautions dans l'utilisation de l'amiante et, le plus rapidement possible, le supprimer et le remplacer. Mais, simultanément, il faut lutter pour la reconversion des fabrications et le maintien de l'emploi.

UNIR OUVRIERS
ET CONSOMMATEURS

Le collectif passe ensuite en revue les multiples utilisations de l'amiante, dans le bâtiment, les instruments ménagers, voire l'industrie alimentaire... Cette utilisation massive entraîne une pollution de l'atmosphère, qui pourrait être à l'origine des cancers. Le collectif note que cette utilisation massive ne date que de deux ou trois décennies ; compte-tenu que les cancers dus à l'amiante mettent 20 ou 30 ans à se déclarer, c'est au cours des années à venir qu'on risque de voir leur nombre augmenter.



Dans cette lutte contre l'amiante, le Collectif a montré la voie d'une alliance entre les luttes des ouvriers et celles contre la pollution de l'environnement et pour la défense des consommateurs. Cette tentative de coordination nationale s'est concrétisée par des rencontres, des initiatives communes, une conférence de presse, actions qui ont obligé le patronat de l'amiante et l'administration à manœuvrer en recul.

Le Collectif fait ensuite le point sur la situation au Canada et aux USA, où les luttes ont imposé une réglementation sur l'amiante bien en avance sur ce qui se fait en France.

Et il conclut par un dossier médical et technique confrontant les données scientifiques disponi-

bles les plus récentes, qui vaut bien en rigueur scientifique certains articles d'« experts » en vue, et qui a en plus l'avantage d'être lisible par toute personne intéressée.

Le Collectif ne cache pas les implications politiques de sa lutte : « La lutte contre la pollution est une lutte contre les pollueurs, c'est-à-dire ceux qui détiennent le pouvoir dans les entreprises. Elle n'est pas en dehors de la lutte des classes... La lutte sur le problème de l'amiante, c'est aussi un moyen de faire prendre conscience aux hommes de leur aliénation, qui va jusqu'au désaisissement de leur santé et de leur vie, que ce soit dans les usines ou dans leur vie quotidienne. »

Paul GAUVIN

Et l'acier fut trempé

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

32^e épisode

Pavel Kortchaguine a été arrêté. Artem, son frère et Tonia, une jeune lycéenne éprise de Pavel, sont inquiets de son sort. Il est dans une geôle avec un vieillard, une paysanne et une jeune femme.

— Ils me feront périr, les maudits, disait-elle en avalant ses larmes, agitée par une terreur confuse. Je suis perdue, ils ont la force pour eux.

Que pouvait-il dire à cette jeune fille ? Il ne trouvait pas de mots. Il ne voyait rien. La vie les cérait dans son état.

Empêcher qu'on l'emène demain, se battre ? On l'assommerait, on le saignerait peut-être, et ce serait tout. Vouloir apaiser quelque peu cet être accablé de malheur, il lui caressa doucement le bras. Les sanglots cessèrent. De temps en temps, la sentinelle postée à l'entrée interpellait les passants d'un monotone : « Qui vive ? » et le silence s'abattait de nouveau. Le vieux dormait d'un sommeil profond. Les minutes se traînaient lentement, impalpables. Pavel ne comprit pas ce qui lui arrivait lorsque des bras l'enlaçaient fortement, l'attirèrent.

— Ecoute, mon petit pigeon chéri, murmuraient les lèvres brûlantes. Me voilà perdue de toute façon : si ce n'est pas avec l'officier, ça sera avec ses hommes. Prends-moi, mon chéri, pour que ma pureté ne soit pas à ces chiens-là.

— Que dis-tu, Christina ?

Mais les bras vigoureux ne le lâchaient pas. Il était difficile d'abandonner ces lèvres ardentes,

charnues. Les paroles de la fille étaient simples et tendres. Pavka en connaissait les raisons.

Et alors la conscience du présent s'obscurcit, en même temps que s'obscurcissait dans l'oubli le verrou sur la porte, le cossaque aux moustaches rousses, l'officier, les râclées sauvages, les sept étouffantes nuits d'insomnie ; pendant un instant, il n'y eut plus que des lèvres brûlantes et un visage encore humide de larmes.

Subitement, le souvenir de Tonia s'imposa : « Comment ai-je pu l'oublier ?... Ses beaux yeux bien-aimés. »

Il trouva en lui assez de force pour s'arracher. Comme ivre il se releva et s'accrocha à la grille de la lucarne. Les mains de Christina le rejoignirent.

— Eh bien ! qu'attends-tu ?

Quelle ardeur dans cet appel ! Il se pencha, crispé ses mains sur les siennes :

— Je ne peux pas, Christina. Tu es une brave fille... Il prononça encore d'autres mots, sans les comprendre lui-même.

Pour rompre le silence insupportable, il se redressa, fit un pas vers le lit. S'asseyant sur le bord, il serua le vieux :

— Grand-père, donne-moi à fumer, s'il te plaît. Dans le coin, sous son chapeau, la jeune fille sanglotait.

Lorsque, le lendemain matin, des cosaques,

conduits par l'officier, emmenèrent Christina, elle dit adieu du regard à Pavel, et il lut un reproche. La porte refermée, il se sentit le cœur encore plus lourd et désespéré.

De toute la journée le vieux ne put tirer de lui la moindre parole. Il y eut une relève du corps de garde et du détachement mis à la disposition du commandant de la place. Le soir, on introduisit un nouveau détenu. Pavel reconnut en lui Dolinnik, le menuisier de la sucrerie. Fortement charpenté, trapu, vêtu d'une chemise autrefois jaune sous un veston usagé, il scruta attentivement le cagibi.

Pavel l'avait vu en 1917, en février, quand la vague de la révolution avait en déferlant atteint au passage Chépétovka. Au cours des manifestations tapageuses, il n'avait entendu qu'un seul bolchévique : Dolinnik. Juché sur une palissade au bord de la route, celui-ci haranguait des soldats. Il avait conclu par ces mots, gravés dans la mémoire du garçon :

— Soldats, suivez les bolchéviques, ils ne vous trahiront pas.

Depuis ce jour, Pavel n'avait jamais revu le menuisier.

A SUIVRE

La neige est-elle pourrie ? SPORTS DE MONTAGNE POPULAIRES ? C'EST POSSIBLE !

«Le ski est un sport de riches». Dans le douillet salon de son hôtel 3 étoiles, le maire de la station à qui je livre cette évidence lève les bras au ciel : «Mais vous ignorez que nous avons deux mille lits - collectivités. Et je ferai tout pour que cela se développe !». Deux mille sur dix huit mille annoncés, cela fait 11 % qui sont sensés représenter 70% de la population française.

Le ski, et plus généralement les sports de montagne sont - ils pour autant aussi strictement réservés que l'était le yachting pour la bourgeoisie, il y a encore quelques années ? La montagne est grande, et ce n'est pas forcément en payant cher qu'elle livre ses joies.

Par Eric BREHAT

LES COLLECTIVITÉS : POUR «LANCER» LA STATION, APRES...

Si quelques associations peuvent encore promouvoir un ski populaire dans les «grandes» stations, telle les Deux Alpes, la tendance est plutôt à la disparition de cette possibilité. Tant que la station est dans sa phase de lancement, les tarifs réduits alloués aux associations sont un «bon» calcul pour les commerçants, et pour les hôteliers : en étant fréquentée, la station gagne de l'audience et peut donc attirer des clients qui eux, rapporteront plus gros. «Il faut savoir compter sur les deux, hôtels et collectivités», explique un responsable de la station, lui-même hôtelier. Les collectivités donnent le dynamisme. Ce sont souvent des jeunes, fréquemment renouvelés, ils font connaître la station, et certains reviendront une fois mariés. Mais bien sûr, les collectivités ne rapportent rien à la commune. Ce sont les hôtels qui rapportent, qui sont le moteur financier, qui permettent les nouveaux investissements. Le raisonnement a perdu toutes ses résonances philanthropiques. Faire de la collectivité, c'est à dire donner des avantages à des associations sportives de masse, à des comités d'entreprise, ne relève pas, comme il est bon de le dire publiquement, d'une volonté de «démocratiser» le ski, mais d'un strict calcul de rentabilité. Conséquence logique de ce calcul : lorsque la station a atteint un seuil de renommée suffisant, que sa clientèle a le «standing» nécessaire pour attirer les devises fortes, les collectivités sont vite oubliées, du moins les plus pauvres. Certains gros comités d'entreprise peuvent acheter, l'UCPA reste, mais ses prix sont devenus prohibitifs,

et son recrutement rentre dès lors dans les normes de la station.

Prix d'hébergement, prix des remontées mécaniques, coût de la vie augmenté de près de 50%, les grandes stations sont bien le domaine réservé de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie aisée. Il n'en va pas tout à fait de même pour un certain nombre de stations moins développées, bien que le mythe de la «petite station pas cher et sympa» ait pris du plomb dans l'aile. Non loin des Deux Alpes, on peut citer, avant que les promoteurs s'en emparent, la Grave, et un peu au dessus, le village du Chazelet, où, durant l'hiver les paysans louent tout ou partie de leur ferme. Quelques remontées mécaniques accessibles, une vue unique sur la

Meige, et une possibilité de contact avec des agriculteurs et éleveurs de montagne fiers de l'être. Bonneval sur Arc, en Maurienne (Savoie), où les paysans ont décidé de prendre eux-mêmes en main le développement touristique de leur village, et où toutes les tentatives des financiers ont pour l'instant échoué. Toujours en Maurienne, une station réservée au tourisme social est en train de se lancer, «Les Caroliés», alors que tous les spécialistes du marketing montagnard lui annoncent la déroute. Ceci, pour ne citer que les «grandes» Alpes (par opposition aux pré-Alpes, et aux Alpes du Sud).

Mais bien que les prix, dans ces stations, soient bien inférieurs à ceux des grandes, le véritable domaine de la monta-

gnée, et une possibilité de contact avec des agriculteurs et éleveurs de montagne fiers de l'être. Bonneval sur Arc, en Maurienne (Savoie), où les paysans ont décidé de prendre eux-mêmes en main le développement touristique de leur village, et où toutes les tentatives des financiers ont pour l'instant échoué. Toujours en Maurienne, une station réservée au tourisme social est en train de se lancer, «Les Caroliés», alors que tous les spécialistes du marketing montagnard lui annoncent la déroute. Ceci, pour ne citer que les «grandes» Alpes (par opposition aux pré-Alpes, et aux Alpes du Sud).

gnée, et une possibilité de contact avec des agriculteurs et éleveurs de montagne fiers de l'être. Bonneval sur Arc, en Maurienne (Savoie), où les paysans ont décidé de prendre eux-mêmes en main le développement touristique de leur village, et où toutes les tentatives des financiers ont pour l'instant échoué. Toujours en Maurienne, une station réservée au tourisme social est en train de se lancer, «Les Caroliés», alors que tous les spécialistes du marketing montagnard lui annoncent la déroute. Ceci, pour ne citer que les «grandes» Alpes (par opposition aux pré-Alpes, et aux Alpes du Sud).

gnée, et une possibilité de contact avec des agriculteurs et éleveurs de montagne fiers de l'être. Bonneval sur Arc, en Maurienne (Savoie), où les paysans ont décidé de prendre eux-mêmes en main le développement touristique de leur village, et où toutes les tentatives des financiers ont pour l'instant échoué. Toujours en Maurienne, une station réservée au tourisme social est en train de se lancer, «Les Caroliés», alors que tous les spécialistes du marketing montagnard lui annoncent la déroute. Ceci, pour ne citer que les «grandes» Alpes (par opposition aux pré-Alpes, et aux Alpes du Sud).

gnée, et une possibilité de contact avec des agriculteurs et éleveurs de montagne fiers de l'être. Bonneval sur Arc, en Maurienne (Savoie), où les paysans ont décidé de prendre eux-mêmes en main le développement touristique de leur village, et où toutes les tentatives des financiers ont pour l'instant échoué. Toujours en Maurienne, une station réservée au tourisme social est en train de se lancer, «Les Caroliés», alors que tous les spécialistes du marketing montagnard lui annoncent la déroute. Ceci, pour ne citer que les «grandes» Alpes (par opposition aux pré-Alpes, et aux Alpes du Sud).

LA RANDONNÉE ALPINE

Pour dépasser les fonds de vallée, en l'absence de remontées mécaniques, il faut monter, à pied, skis et sac au dos si la neige porte suffisamment, à ski en fixant des «peluches» sous leurs semelles. Les peluches (autrefois, on prenait des peaux de phoques), glisse à peu près dans le sens de la montée, mais, prises à rebrousse-poil accrochent dans le sens de la descente. On rentre alors dans le domaine de la montagne, et même de la haute montagne parfois. De nombreux sommets des Alpes sont accessibles à ski, y compris les plus prestigieux comme le Mont Blanc ou la Grande Casse, plus haut sommet de la Vanoise. Mais il serait imprudent de s'y risquer sans connaissances préalables, sans connaître l'itinéraire, les conditions d'enneigement — en raison du danger d'avalanches —, et la

gnée, et une possibilité de contact avec des agriculteurs et éleveurs de montagne fiers de l'être. Bonneval sur Arc, en Maurienne (Savoie), où les paysans ont décidé de prendre eux-mêmes en main le développement touristique de leur village, et où toutes les tentatives des financiers ont pour l'instant échoué. Toujours en Maurienne, une station réservée au tourisme social est en train de se lancer, «Les Caroliés», alors que tous les spécialistes du marketing montagnard lui annoncent la déroute. Ceci, pour ne citer que les «grandes» Alpes (par opposition aux pré-Alpes, et aux Alpes du Sud).

LE MATÉRIEL

Le matériel de ski de fond se loue pour des sommes très faibles. Neuve, une paire de skis de fond honnête fait environ 200 F, des chaussures 60 F, et des bâtons 50 F. Il vaut mieux acheter des skis à semelle lisse, plutôt qu'à semelle «en écaille». Car ces dernières accrochent moins bien à la montée, et glissent moins bien à la descente que des semelles bien frottées. La technique de fartage des skis de fond est enseignée dans les clubs. Elle consiste à étaler une laque qui colle à la neige sous l'emplacement des chaussures, et une laque très glissante ailleurs.

Le matériel de randonnée doit être bien contrôlé, car une avarie de matériel durant une course peut causer bien des désagréments. Néanmoins, il est possible de se le procurer à de faibles coûts : on demande principalement à un ski de randonnée d'être solide et pas trop lourd. Des skis métalliques d'occasion font parfaitement l'affaire (environ 150 F). Il faut les équiper de fixations à câble (à récupérer sur des vieux skis mis au rebut par les loueurs) et d'étriers permettant de lever le pied (60). On trouve des peluches bon marché, style armée, pour 70 F. Le principal problème est celui des chaussures, dans lesquelles on ne doit pas attraper d'ampoules. On trouve, d'occasion, d'anciennes chaussures de ski en cuir. Ressemelées pour la montagne, elles font très bien l'affaire.

Pour les itinéraires, les cartes au 50 000^e Didier Richard sont précises, indiquent les itinéraires de randonnées et les dangers d'avalanche.

gnée d'hiver peu onéreuse est le ski de randonnée.

LE SKI DE FOND

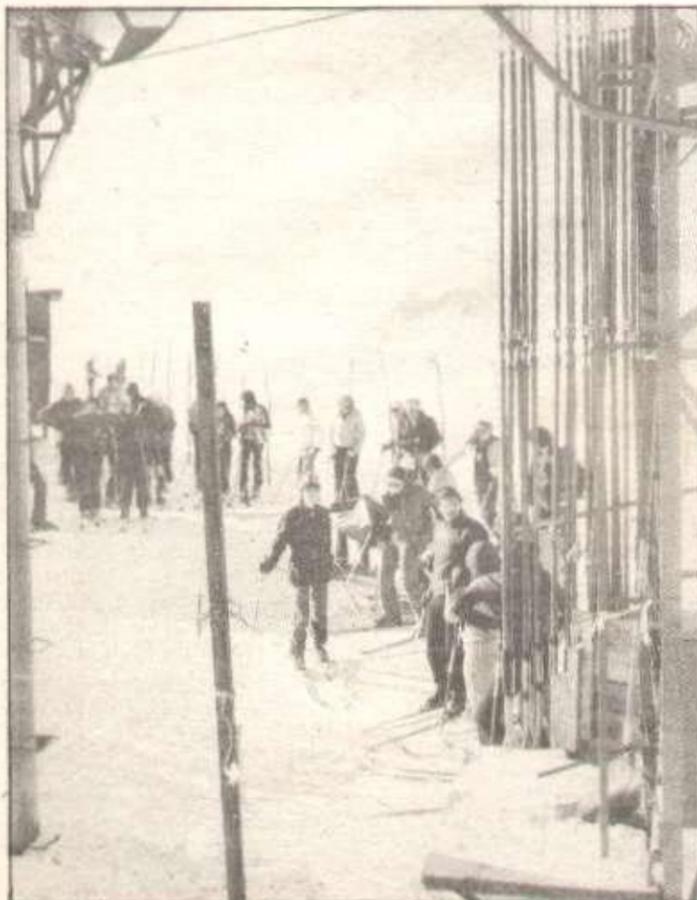
Il faut distinguer deux modes de randonnées à ski bien distincts : la randonnée alpine, ou «raid», ou encore «haute route», et le ski de fond proprement dit. La randonnée alpine s'apparente à la course de montagne, et demande parfois des connaissances alpines. Le ski de fond se pratique dans les vallées, ou sur les plateaux, et n'exige pas de connaissances de la montagne. Cette forme de ski s'est considérablement développée ces dernières années, en raison du faible coût du matériel, de l'absence de forfaits de remontées mécaniques à payer, et de l'attrait pour un sport où l'on peut prendre du plaisir, sans avoir à acquérir une technique délicate. Dans les Vosges et dans le Vercors, on a vite compris qu'il y avait du profit à tirer de cette retombée du ski alpin, au point que certaines pistes, dans le Vercors sont à entrée payante, la station prétextant du travail d'entretien de la piste. Heureusement, la plupart des skieurs de fond n'empruntent pas ces pistes, et trouvent vite une trace en forêt ou sur les alpages, qui leur ouvre de beaux circuits. De nombreux domaines propices au ski de fond restent

LETRE PASTORALE D'UN BERGER DU BIROS

Le tourisme est né d'un besoin purement citadin et de ce fait il a une ampleur considérable. Les grandes vacances sont dépassées par les petites : ponts, jours fériés, week-ends. Bref, la grande transhumance de la ville vers la mer et la montagne témoigne d'un certain déséquilibre de l'homme des villes et nul ne peut ignorer le phénomène tellement il devient impressionnant. Certaines régions ont compris qu'elles avaient alors une carte à jouer. Ainsi les Alpes où, été comme hiver, une activité secondaire était née pour le pays, mais l'on sait trop combien cette activité reste souvent l'affaire de quelques uns : promoteurs et élus. De plus, à travers ce que je qualifierai de «tourisme de masse», il ne peut s'établir de véritables contacts entre citadins et ruraux. Les locations, hôtels, appartements... je pense à la Mongie, ne peuvent favoriser que des vacances quelconques. «On change d'air !». Et si l'on rentre peut-être bronzé, on n'en sait pas plus qu'avant. Peut-être a-t-on pris des cours de ski ou passé le brevet de 50 m nage si on se trouve à la mer.

Il faut réviser toutes les notions d'accueil du tourisme : point de départ d'une autre vision du tourisme. Les randonnées «découverte de la montagne ariégeoise» proposées par l'ADEPENA démontrent les avantages de ce tourisme autre. Ils sont surtout pour l'habitant un complément grâce aux nuitées dans les gîtes pour les accompagnateurs, jeunes du pays qui trouvent une activité saisonnière leur permettant de vivre chez eux tout en ayant l'immense satisfaction de présenter leur région telle qu'ils la vivent toute l'année avec ses problèmes de tous les jours. Ce tourisme ne me paraît pas déguisé comme il en existe tant avec les agences de voyage. En supprimant cet intermédiaire, on arrive à des vacances bon marché, enrichissantes et où l'on s'éduque à connaître et donc à respecter la nature sous toutes ses formes, la première étant l'homme. Combien de vieux montagnards sont chaque années ridiculisés ou pris comme objet rare dans le Kodak par les touristes qui se conduisent en sauvages. De ce tourisme que nous dénonçons comme le dernier «doryphore» en Ariège, nous n'en voulons plus. Tant pis si nous perdons gros, la clientèle bourgeoise des villes. Mais nous préférons garder le rôle éducateur plutôt que le rôle spéculateur.

Un berger de Sentien en Couserans
(publié par La Tribune du Midi
26 rue Lakanal
TOULOUSE)



A l'opposé du ski de piste, le ski de randonnée n'impose pas les lourdes dépenses des remontées mécaniques.